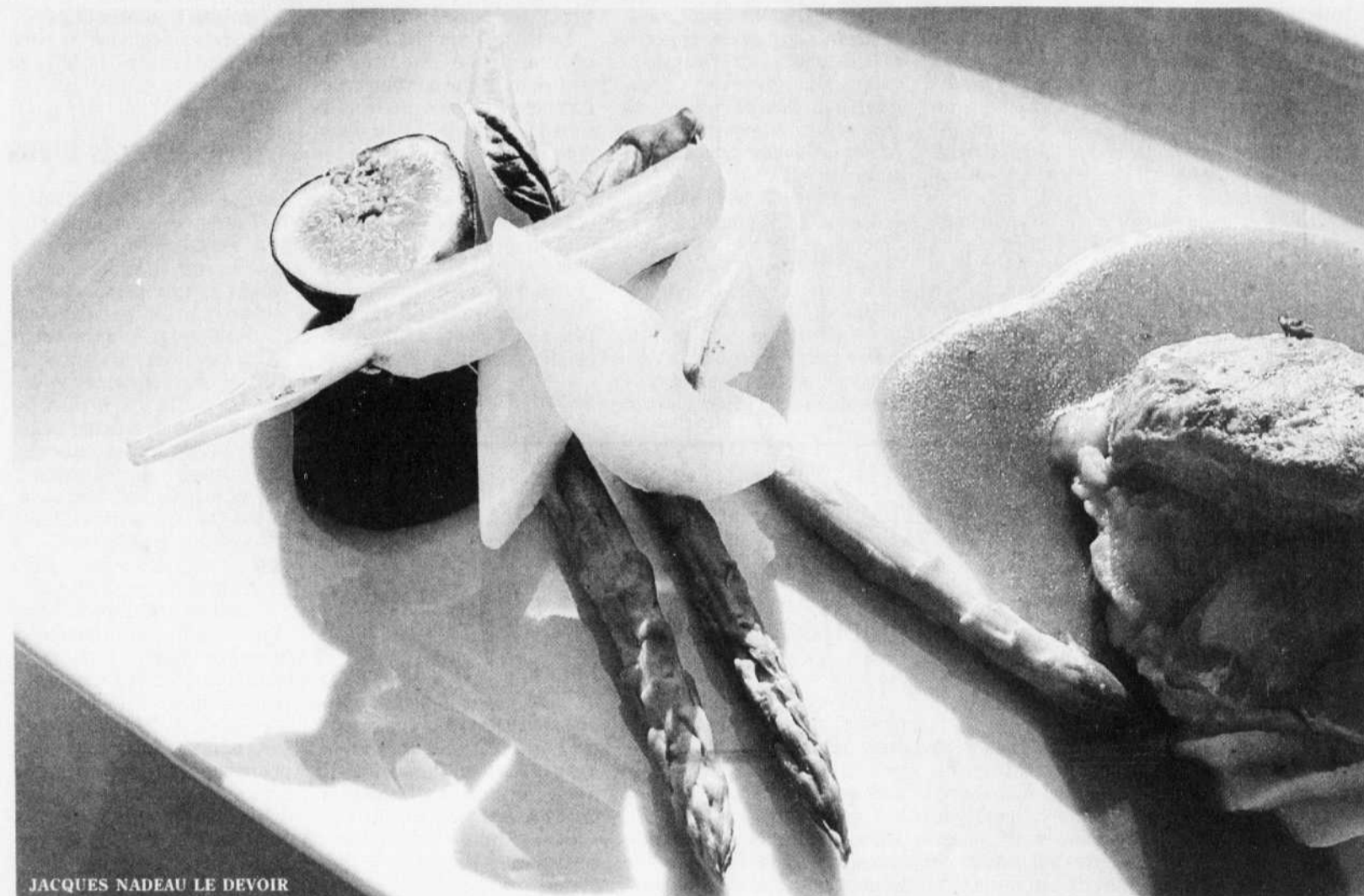




LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les Québécois mangent mieux, mais...

Les portions de fruits, de légumes, de fromage, de poissons et de légumineuses demeurent encore insuffisantes, selon l'Institut national de santé publique

FABIEN DEGLISE

Plus de fruits, moins de viande rouge et du lait moins gras. Dans les dernières années, les Québécois ont grandement modifié leur alimentation. Mais ils pourraient encore collectivement mieux faire, conclut un rapport de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) dévoilé hier.

«Le changement des habitudes alimentaires, c'est un processus très long dans une société», a expliqué hier au *Devoir* Carole Blanchet, auteure du document intitulé *La Consommation alimentaire et les apports nutritionnels des adultes québécois*. «Nous avons fait des gains importants dans les dernières années, mais il y a encore place à l'amélioration.»

L'INSPQ, qui a passé au crible le contenu de nos assiettes de 1990 à 2004, est catégorique: en

15 ans, la consommation de fruits et légumes a progressé, pour le mieux, dans l'ensemble des ménages de la province. Autre tendance: la cuisson de la viande est désormais en baisse, particulièrement celle de la viande rouge, et les consommateurs se tournent également davantage vers les laits à faible teneur en gras. «Ce sont de

VOIR PAGE A 10: SANTÉ

La FTQ talonnée par le scandale

Le Fonds de solidarité se dit victime d'un traitement «partial et tendancieux»

BRIAN MYLES

Les liens de la FTQ-Construction avec le crime organisé préoccupent l'entourage de son président, Michel Arseneault, mais l'un de ses principaux conseillers politiques, Gilles Audette, espérait toujours régler le problème à l'interne le printemps dernier. Au contraire, les révélations gênantes n'ont cessé de se multiplier sur la place publique.

L'équipe d'*Enquête* est revenue à la charge avec une émission d'une heure, hier à la SRC, au sujet des liens de proximité inquiétants entre l'ex-dirigeant de la FTQ-Construction Jocelyn Dupuis avec des membres du crime organisé.

Enquête a mis la main sur des conversations enregistrées à l'insu de M. Audette par Ken Pereira, directeur du syndicat des mécaniciens industriels. Le conseiller politique de la FTQ s'exprime en termes crus. «Nous autres, on n'y va pas dans les médias, lance M. Audette. On va laisser la poussière retomber. On va ramener les affaires à la FTQ-Construction.»

«Y'en aura pu de FTQ-Construction, tabarnak!»

VOIR PAGE A 10: FTQ

■ Les libéraux refusent la tenue d'une enquête publique, page A 4



AGENCE FRANCE-PRESSE

La social-démocratie en crise

À 48h du scrutin allemand, les sociaux-démocrates regagnent un peu de terrain, mais pas suffisamment pour cacher la crise qui mine le parti. À gauche surtout, le paysage politique allemand est de plus en plus éclaté.

CHRISTIAN RIOUX

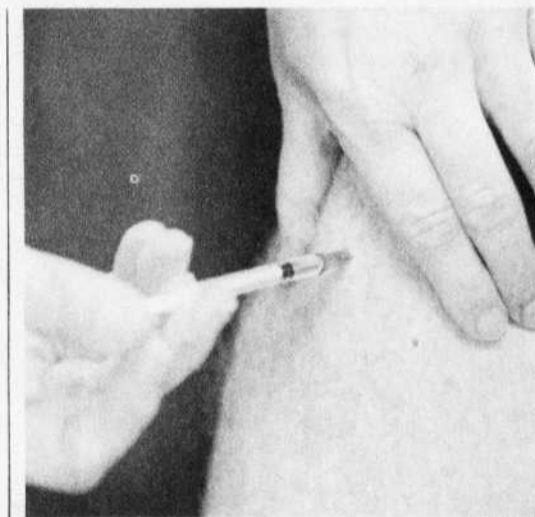
Berlin — Horst Schlammer est le prototype de l'homme de la rue. Petit, moustachu, mal rasé, avec de grosses lunettes, il porte des imperméables froissés à la Colombo. Qu'importe, il a décidé de fonder son propre parti, le Horst Schlammer Partei, et de se présenter à la chancellerie. Son slogan électoral a des airs connus: «Yes weekend». Son programme aussi: «Tout ce que les autres ne réussissent pas à faire, je le peux aussi.»

Le film comique *Isch kandidiere* (J'suis candi-

dat) a été le succès de l'été sur les écrans allemands. Les électeurs ont reconnu dans cette farce pas toujours subtile certains traits de la campagne politique en cours. Selon un sondage de la société Forsa, 18 % des électeurs ont déclaré qu'ils pourraient même être tentés de voter pour un tel candidat.

La presse allemande a immédiatement fait le parallèle avec le ton plutôt terne de cette campagne. Mais plusieurs y ont aussi vu le symbole de l'éclatement grandissant de l'électorat dans un pays où l'on a parfois l'impression que chaque citoyen rêve de fonder son propre parti. La principale victime de cet effritement pourrait bien être dimanche le candidat social-démocrate Franz-Walter Steinmeier, crédité pour l'instant de 26 % des voix, alors que sa rivale Angela Merkel, avec 35 %

VOIR PAGE A 10: ALLEMAGNE



REUTERS

Un premier vaccin expérimental contre le sida

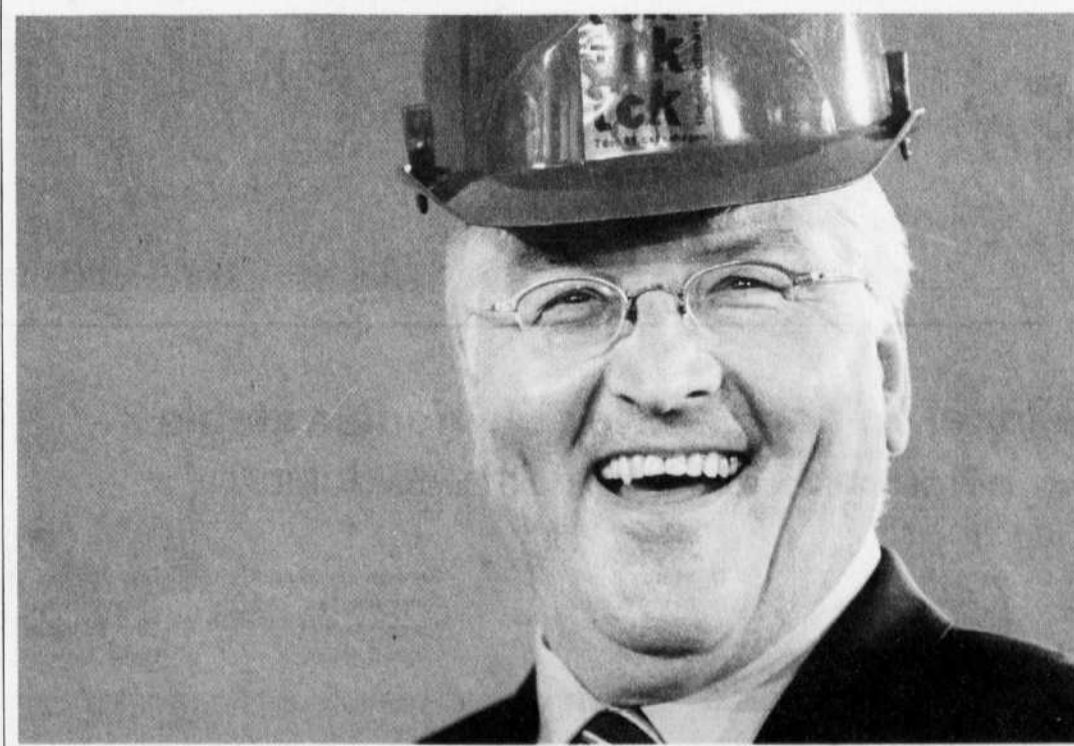
Testé sur 16 000 volontaires, il permet de réduire de 31 % le risque de contracter le VIH

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Pour la première fois dans l'histoire du sida, une équipe de chercheurs américains et thaïlandais affirme avoir mis au point un vaccin expérimental capable de réduire les risques de contracter le virus d'immunodéficience humaine (VIH). L'avancée est «modeste» de l'aveu même de ses auteurs, mais elle vient donner un nouveau souffle à une thérapie placée sous respirateur artificiel, spécialement après l'échec cuisant du géant pharmaceutique Merck Frosst, en 2007.

Ce vaccin n'est pas parfait, tant s'en faut. Mais il est le premier à avoir un impact direct sur la contamination du virus. Il permet en effet de réduire de 31 % le risque de contracter le VIH. Testé sur 16 000 volontaires thaïlandais séronégatifs,

VOIR PAGE A 10: VACCIN



AGENCE FRANCE-PRESSE

Le candidat social-démocrate Franz-Walter Steinmeier

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le pire est en train de se produire

Plusieurs des scénarios à long terme sont à nos portes, sinon déjà en marche

■ À lire en page A 3

INDEX

Announces.....	A 4	Monde.....	B 9
Avis publics.....	B 6	Mots croisés.....	B 7
Cinéma.....	B 3	Nature.....	B 8
Décès.....	A 4	Resto.....	B 7
Éditorial.....	A 8	Sudoku.....	B 8
Idées.....	A 9	Télévision.....	B 2
Météo.....	B 7	Week-end.....	B 1

ACTUALITÉS

Annulation du contrat des compteurs d'eau

Génieau réclamerait 75 millions de dollars

L'administration Tremblay s'attendait à payer une pénalité de 1 % de la valeur du contrat; c'est plutôt 21 % que le consortium évincé lui réclame

JEANNE CORRIVEAU

Le consortium Génieau s'apprête à réclamer 75 millions à la Ville de Montréal pour l'annulation du contrat des compteurs d'eau. C'est ce qu'a révélé hier TVA après avoir mis la main sur un document émanant de Génieau.

Selon TVA, le consortium adopterait la «ligne dure» et compterait notamment réclamer 26 millions de dollars pour les dépenses encourues depuis l'octroi du contrat de 356 millions, dont 21 millions pour le système de transmission du réseau. Les frais liés aux sous-traitants s'élèveraient à 10 millions et les travaux préliminaires, à 12,5 millions. Finalement, Génieau évaluerait à 26,3 millions la perte de profits anticipés sur une période de 25

ans. Au total, la facture totaliserait 74,8 millions de dollars.

Au cabinet du maire Gerald Tremblay, on s'est dit étonnés par l'ampleur des sommes évoquées. Mardi, lors de l'annonce de l'annulation du contrat, le maire Gerald Tremblay avait indiqué qu'une clause du contrat prévoyait une pénalité équivalant à 1 % de la valeur du contrat, à laquelle il fallait ajouter les frais liés aux travaux déjà exécutés. Or, les sommes qu'entendrait réclamer Génieau représentent 21 % du contrat.

«Le contentieux de la Ville est ferme. La clause de résiliation de 1 % de la valeur totale du contrat s'applique», soutient Martin Tremblay, attaché de presse du maire. Quant aux frais encourus par Génieau, je rappelle que le maire a suspendu le contrat le 8 avril dernier.»

Le porte-parole de Génieau, Pierre-Yves Beauchemin, a refusé de confirmer les informations divulguées par TVA. Il a affirmé que le consortium n'avait pas encore évalué les montants qui seraient réclamés à la Ville. «Le maire a annoncé qu'il annulerait le contrat, mais celui-ci doit être résilié par le conseil municipal. On ne sait toujours pas si ça va se régler en cour, en arbitrage ou à l'amiable au bord de la table», a-t-il expliqué. M. Beauchemin a soutenu que, comme prévu, les experts du consortium ainsi que leurs conseillers juridiques étudieraient, au cours des prochaines semaines, la réclamation qui sera faite à la Ville.

Le parti d'opposition souhaite que le conseil municipal entérine le plus tôt possible l'annulation du contrat, car il craint

une augmentation en flèche de la facture qui sera refilee aux Montréalais. «Le maire sortant a fait une mise en scène avec l'annulation du contrat», soutient la chef de Vision Montréal, Louise Harel. Mais dans les faits, le contrat n'est pas annulé. Il ne le sera que lorsque le conseil de ville sera convoqué en séance pour l'autoriser. Chaque jour, la facture augmente, car chaque jour de plus est un jour où des indemnités pourront être réclamées.»

Elle estime toutefois qu'il faudra attendre la conclusion de l'enquête entreprise par la Sécurité du Québec (SQ) pour connaître le dénouement de cette affaire. Rappelons que dans son rapport rendu public lundi, le vérificateur général de la Ville, Jacques Bergeron, avait indiqué que des informations concer-

nant des rencontres entre des partenaires privés et des représentants de la Ville avaient été transmises à la SQ. «S'il s'avère qu'il y a eu collusion, je ne crois pas qu'il puisse y avoir de dédommagement. C'est un élément central», croit Louise Harel.

Le maire Tremblay a annoncé mardi son intention de mettre un terme au contrat des compteurs d'eau octroyé à Génieau au lendemain du dépôt d'un rapport accablant produit par le vérificateur général. Celui-ci avait relevé de multiples irrégularités dans le processus d'attribution du contrat et estimait que son coût était trop élevé. Le contrat des compteurs d'eau embarrasse l'administration depuis des mois. Il est suspendu depuis avril dernier.

Le Devoir

EN BREF

CSM: six mois de plus

Les cliniques qui désirent obtenir un permis pour ouvrir un centre médical spécialisé (CMS) auront six mois de plus pour se conformer aux exigences fixées par le ministère de la Santé et des Services sociaux. L'entrée en vigueur du Règlement sur les CMS a en effet été reportée du 30 septembre 2009 au 31 mars 2010. Ce report avait été demandé par le Collège des médecins du Québec. On évalue à une soixantaine le nombre de cabinets privés qui obtiendront éventuellement le statut de CMS. — Le Devoir

Grève des cols bleus

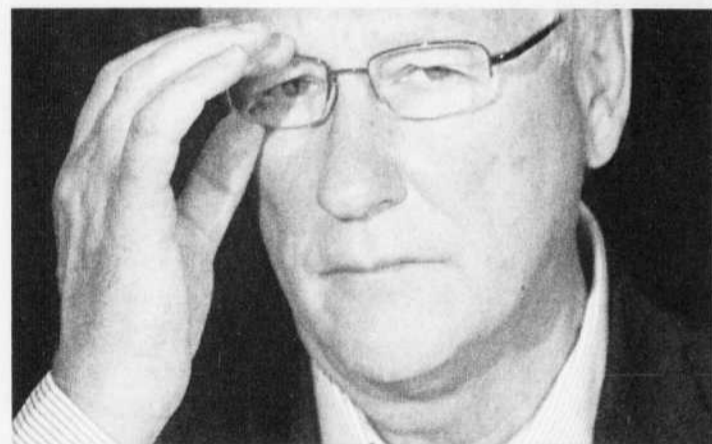
Les cols bleus de Montréal feront une grève éclair de quatre heures le mercredi 7 octobre prochain, de 10h à 14h. Sans contrat de travail depuis deux ans, les cols bleus se disent insatisfaits du peu de progrès accompli dans les négociations avec la Ville. À la suite de leur grève de 24 heures du 31 août dernier, ils avaient demandé la nomination d'un conciliateur pour tenter de régler l'impasse. Le ministre du Travail, Sam Hamad, avait aussitôt désigné Stéphane Giraldeau. Les cols bleus estiment que le fiasco du contrat des compteurs d'eau démontre que la Ville aurait avantage à faire appel à ses employés plutôt qu'au secteur privé dans ce genre de projet. Hier, le directeur des relations professionnelles à la Ville, Jean-Yves Hinse, s'est dit surpris que les cols bleus aient décréé un débrayage alors que les négociations se poursuivent en présence du conciliateur. — Le Devoir

Grands Montréalais

L'écrivaine Lise Bissonnette, le docteur Balfour Mount, le banquier Jacques Ménard et sœur Nicole Fournier seront les quatre Grands Montréalais de cette année, a déclaré la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, hier, dans un communiqué. Ils recevront leur prix le 4 novembre prochain lors d'une cérémonie à l'Université du Québec à Montréal. Jacques Ménard est à la tête de BMO Nesbitt Burns et de BMO Groupe financier. Lise Bissonnette a notamment été journaliste au Devoir. Elle sera la personnalité montréalaise dans la catégorie culture. Le D' Mount, qui est considéré comme un des pères des soins palliatifs, sera honoré dans le domaine scientifique. Sœur Fournier a été choisie pour devenir la personnalité montréalaise dans le domaine social. Elle est la secrétaire de la congrégation des Sœurs grises de Montréal. — Le Devoir

À l'Halloween, c'est le parti qui régale

Le maire Tremblay ne reçoit pas d'allocation de son parti qui lui offre cependant des cadeaux, comme des bonbons, des lunettes et un voyage



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En 2005, un peu avant les élections, Union Montréal avait rajeuni l'image de son chef, Gerald Tremblay, en lui offrant une nouvelle paire de lunettes.

JEANNE CORRIVEAU

Les décorations d'Halloween qui ornent la résidence du maire de Montréal dans Outremont le 31 octobre chaque année, tout comme les friandises qui sont offertes aux enfants ce soir-là, sont une grâce de Dieu d'Union Montréal, le parti de Gerald Tremblay. Il s'agit là d'une dépense que la formation assume pour le premier magistrat de la Ville.

En novembre 2007, le parti s'est également occupé de la facture du billet d'avion de la conjointe de M. Tremblay, Suzanne Tailleux, qui l'a accompagné lors d'un voyage en Chine.

La directrice des communications d'Union Montréal, Geneviève Hinse, a confirmé hier qu'à l'occasion, le parti assumait de telles dépenses. Dans le cas du voyage de Mme Tailleux, la somme consentie a atteint 8000 \$. Quant aux décorations et friandises d'Halloween de la maison du maire, il s'agit d'une tradition qui remonte à 2002 et les montants accordés ne représentent que quelques centaines de dollars chaque année.

«Ce n'est ni la Ville ni les contribuables qui ont payé pour ça, a indiqué Mme Hinse. Contrairement à d'autres partis, notre chef n'a pas de salaire provenant

d'Union Montréal, mais il a une allocation pour des cas comme ceux-là. En 2005 par exemple, avant l'élection, le maire avait changé ses lunettes et l'exécutif du parti avait entériné cette dépense.»

Ces sommes proviennent des revenus du parti récoltés auprès des contributeurs dans le cadre de la campagne de financement. Comme les autres partis, Union Montréal tire aussi ses revenus des transferts de la Ville en fonction du nombre d'élus que compte chaque formation.

En 2008, Union Montréal avait reçu 868 640 \$ de ses contributeurs et le parti avait amorcé l'année 2009 avec un excédent de 1,1 million de dollars. De son côté, Vision Montréal, alors dirigé par Benoit Labonté, avait clôturé l'année 2008 avec un déficit de 85 000 \$.

L'an dernier, la question des primes accordées aux chefs de parti au niveau provincial avait fait les manchettes lorsqu'on avait appris que le premier ministre Jean Charest recevait 75 000 \$ du Parti libéral du Québec pour bonifier sa paye et que l'ex-chef de l'ADQ, Mario Dumont, recevait un supplément de 50 000 \$ comme chef de l'opposition.

Le Devoir

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

François Gendron
avocat
L.L.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

MICHEL
DÉSAUTELS
EN SEMAINE 15 H

Aujourd'hui à 17 h 30
Yolanda Pulecio, mère d'Ingrid Betancourt, l'héroïne de l'ombre.
Reportage: Myriam Fimbry Real-coord.: Ginette Vians

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE
Radio-Canada.ca/desautels

COLLOQUE

Le fédéralisme multinational en perspective : un modèle viable ?

Organisé par le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ)

Avec la participation de:

Charles Blattberg
Eugénie Brouillet
Michael Burgess
Linda Cardinal

Philippe Cousineau-Morin
John J. Dinan
Janique Dubois
Hugues Dumont

Alain-G. Gagnon
Montserrat Guibernau
Daniel Innerarity
Michael Keating

Dominique Leydet
Andrea Mandache
John McGarry
Greg Nielsen

Geneviève Nootens
Ferran Requejo
François Rocher
Michel Seymour

Dave Sinarde
Jackie Steele
Ethel Tungohan
Daniel Turp

UQAM

25, 26, 27 septembre 2009
de 9h à 17h30

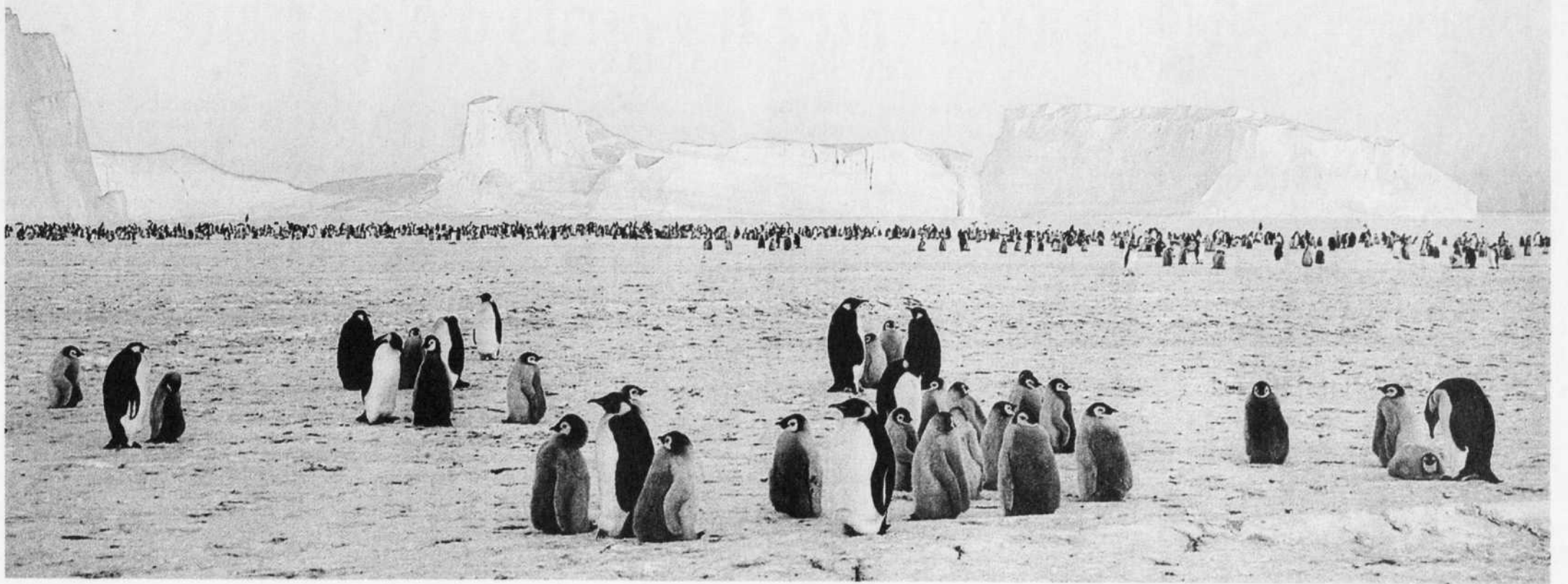
Pavillon Athanase-David, D-R200
Université du Québec à Montréal
1430, rue Saint-Denis
Berri UQAM

ENTRÉE LIBRE

www.cridaq.uqam.ca

ACTUALITÉS

LES LIVRES à Radio Ville-Marie
91,3 fm Montréal
et sur 4 autres fréquences à travers Québec
5 émissions
littéraires
par semaine
RVM



REUTERS

Changements climatiques

Le pire est en train de se produire

Le réchauffement climatique s'accélère et certains phénomènes sont désormais irréversibles, selon le GIEC

Plusieurs études publiées depuis deux ans pointaient dans la direction d'une accélération du réchauffement climatique. Mais la prudence du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) l'avait incité à exclure ces éléments de son rapport quinquennal de 2007. Le rapport d'étape publié hier en plein sommet du G20 à Pittsburgh change radicalement la donne.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

«*La rapidité et l'ampleur des changements climatiques semblent en voie de dépasser les prévisions les plus alarmantes du dernier rapport du GIEC*», résumait hier la déclaration publiée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Telles sont en effet les conclusions auxquelles en arrivent 400 des principaux météorologistes et chercheurs de haut niveau mobilisés par le GIEC pour produire ce nouveau rapport d'étape à un peu plus de deux mois de la conférence de Copenhague, dont l'issue semble déjà problématique. (On peut le télécharger sur le site Internet du *Devoir*.) Le dernier rapport quinquennal a été publié en 2007 après avoir été contre-expertisé par plus de 1200 chercheurs de partout dans le monde.

Non seulement plusieurs scénarios parmi les plus pessimistes sont déjà en train de se matérialiser, mais aussi plusieurs des scénarios de long terme sont à nos portes, sinon déjà en marche, précise le rapport.

Ainsi, la hausse du niveau des océans, qui devait se situer entre 18 et 59 cm d'ici 2100 (par rapport à 1990), devrait maintenant atteindre entre 0,8 et 2 mètres, ce que refusaient d'envisager en 2007 plusieurs chercheurs plus conservateurs du GIEC. Le rapport précise que des indices importants incitent à penser que les niveaux des océans pourraient s'élever «de cinq à dix fois plus dans les siècles suivants» si les glaciers qui couvrent le Groenland, l'Antarctique et l'Himalaya fondent plus vite que prévu.

Or les derniers relevés faits au Groenland indiquent qu'à l'été 2007, la fonte des glaciers a été 60 % plus abondante qu'en 1998. Des taux de fonte similaires ont aussi été mesurés dans l'Antarctique.

Quant aux trente glaciers témoins des neuf grandes chaînes de montagnes qui servent au suivi du réchauffement planétaire, la vitesse de leur fonte depuis l'an 2000 a doublé par rapport aux deux dernières décennies. A ce rythme, les chercheurs prédisent la disparition des glaciers des Pyrénées d'ici 2050 et d'Afrique tropicale d'ici 20 ans, provoquant d'importantes pénuries d'eau pour les humains et les autres espèces vivantes.

Le rapport indique que l'accélération maintenant confirmée par le GIEC du réchauffement de la planète est déjà en train de faire franchir à plusieurs grands écosystèmes le «*seuil d'irréversibilité*» qui mène à leur disparition.

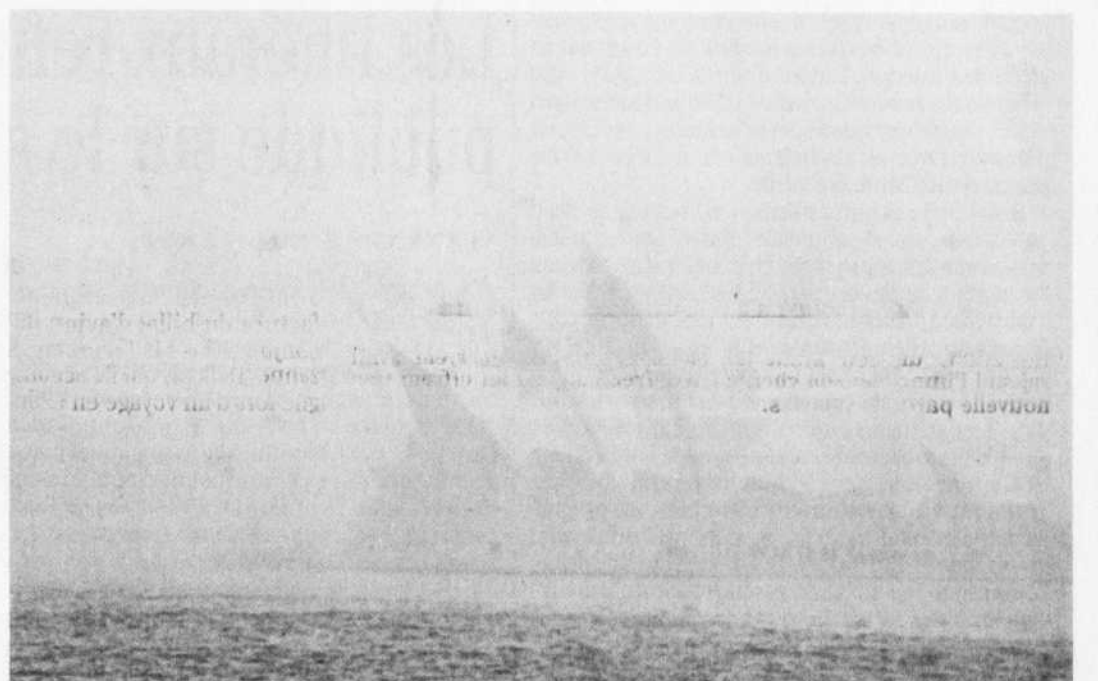
Le GIEC nomme deux de ces seuils en train d'être franchis. Le premier et sans doute un des plus alarmants est la fonte accélérée des glaciers tropicaux et des régions tempérées, qui fournissent de l'eau potable, l'irrigation agricole et de l'électricité à pas moins de 20 à 25 % des humains. De plus, les changements en cours dans les cycles hydrologiques sont déjà en train de chambarder, sinon de faire totalement disparaître les régions climatiques dont dépendent d'immenses écosystèmes et milieux de vie humains en asséchant davantage et de façon permanente plusieurs régions semi-arides de la planète en Asie, en Afrique, en Australie et en Amérique, dans le sud-ouest des États-Unis, déjà aux prises avec des sécheresses et des incendies pratiquement incontrôlables.

Pour le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui signe l'avant-propos de ce rapport, «*le monde doit réaliser une fois pour toutes qu'il faut agir maintenant et que nous devons travailler ensemble pour faire face à ce défi colossal, un défi moral qui est celui de notre génération*».

Pour le GIEC, il est «*encore possible*» d'éviter les pires impacts du réchauffement en cours à condition d'enclencher «*une action immédiate, globale et décisive*» qui passe par une protection des puits de GES, comme les grandes forêts, et l'adoption de modes de production et de consommation différents.

Malgré tous les signaux des chercheurs, le rapport établit que les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine humaine ont augmenté de 38 % depuis 1990, la moyenne annuelle étant passée de 0,9 % par année entre 1990 et 1999 à 3,5 %

Les glaciers
des
Pyrénées
auront
disparu
dans 40 ans



REUTERS

Le réchauffement du climat a déjà des conséquences remarquables: dans certaines parties du globe, aux États-Unis par exemple, des incendies de forêt deviennent pratiquement incontrôlables (ci-dessous), et dans d'autres, comme en Australie, les tempêtes de sable sont devenues d'une telle intensité qu'elles masquent les plus beaux édifices, comme l'Opéra de Sydney (ci-dessus).

par année en moyenne depuis l'an 2000. Le GIEC avait pour sa part basé ses dernières prévisions sur une augmentation d'environ 1 % par année.

C'est aussi ce qui explique que le GIEC est beaucoup plus affirmatif quand il prévoit un ralentissement, sinon un arrêt de la circulation thermohaline des océans et la possibilité de la libération dans l'atmosphère du CO₂ et du méthane emprisonnés dans le pergélisol puisse rendre le climat incontrôlable.

Cette fois, le GIEC s'alarme pour de bon du problème de mieux en mieux documenté de l'acidification des océans, lesquels sont en train de se gorger de CO₂, ce qui stérilise les coraux de régions entières, comme la côte californienne, et qui compromet la survie des cheptels aquatiques et des millions de personnes qui en dépendent pour se nourrir souvent dans les pays les plus pauvres.

Le Devoir

REUTERS

EN BREF

Cannon attend Kadhafi de pied ferme

Ottawa — Le gouvernement Harper affirme que le leader libyen Muammar al Kadhafi ne sera pas ménagé lors de son passage au Canada, la semaine prochaine. Le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, compte rencontrer M. Kadhafi et lui faire part de l'indignation canadienne suite à l'accueil triomphal réservé par la Libye à un des deux hommes reconnus coupables de l'attentat de Lockerbie. M. Kadhafi avait organisé une réception magistrale pour Abdelbaset Ali al Megrahi, qui a été libéré d'une prison écossaise cet été pour des raisons humanitaires. Un porte-parole de M. Harper affirme que l'accueil qui lui a été réservé est «une insulte à toutes les victimes, dont les victimes canadiennes».

— La Presse canadienne

En 2023, serez-vous divorcée de votre amant-robot?

AVENIRS POSSIBLES
AVEC CHANTALE LAMARRE

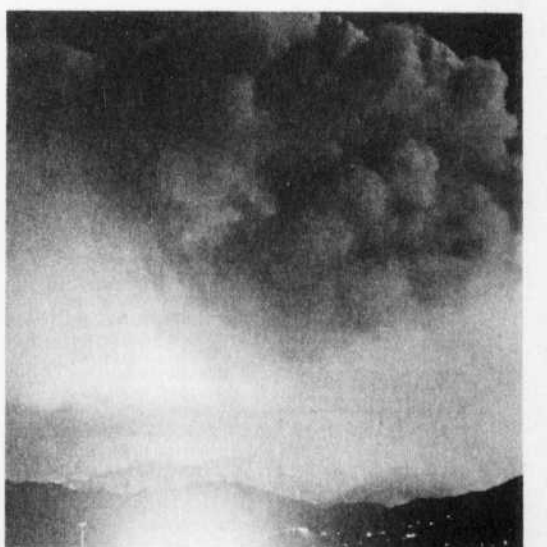
PREMIÈRE

CE SOIR 19H

TV5

VOYEZ LA VIE D'UN AUTRE CŒIL

19H30 URBANIA: LE QUÉBEC EN 12 LIEUX
Cette semaine: Seigneur, bénissez mon VR



ACTUALITÉS

Conseil général du Parti libéral du Québec

Les libéraux veulent rétablir les péages et augmenter les tarifs d'électricité



SOURCE CHUM

Le nouveau CHUM se fera en PPP, réitère Québec

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

La construction du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) ira de l'avant en partenariat public-privé (PPP), a confirmé hier la présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay. Du moins, jusqu'à nouvel ordre. «Le gouvernement a toujours dit que, si les avantages d'un PPP n'étaient pas au rendez-vous, le gouvernement prendrait les décisions appropriées», a-t-elle dit lors de la période des questions à l'Assemblée nationale.

Mais pour l'instant, rien n'indique que ce soit le cas, estime Mme Gagnon-Tremblay. Au contraire, «nous avons toutes les raisons de croire [...] que le financement sera au rendez-vous» lorsque «les soumissions s'ouvriront l'an prochain». Son collègue à la Santé, Yves Bolduc, s'est fait plus circonspect dans ses déclarations des derniers jours, ce qui a créé de la confusion dans l'esprit de plusieurs.

Les deux ministres sont pourtant sur la même longueur d'onde, assure l'attachée de presse du ministre Bolduc, Marie-Eve Bédard. «Ils ne choisissent pas les mêmes mots, mais ils disent la même chose», soit que le gouvernement «va de l'avant en PPP», mais «se réserve le droit de revenir sur sa décision» une fois l'appel d'offres complété. «La priorité du ministre, c'est que la souplesse soit au rendez-vous pour que le projet se réalise», le tout en s'assurant que «le contribuable en ait pour son argent», ajoute Mme Bédard.

Ces mises au point n'ont guère rassuré le Parti québécois, qui reproche au gouvernement Charest son attentisme dans ce dossier. Les travaux engagés par les consortiums sont en effet au point mort, ceux-ci réclamant des dédommements supplémentaires. «On nous dit qu'il n'y aura aucun impact sur les échéanciers, mais voyons donc! Ce n'est vraiment pas rassurant pour l'avenir», s'inquiète le critique de l'opposition officielle en matière de santé, Bernard Drainville.

Comment le gouvernement peut-il soutenir que tout va bien alors qu'il ne peut même pas dire si l'hôpital va se faire en mode traditionnel ou en mode PPP? demande le député de Marie-Victorin. «Il y a de sérieuses difficultés avec les consortiums et ils sont obligés de faire des pirouettes pour ne pas se retrouver avec un seul soumissionnaire, ou même pas du tout. Notre impression, c'est qu'ils utilisent les fonds publics pour maintenir en vie un appel d'offres artificiel et toute la formule des PPP.»

Le Devoir

Le retour des déficits au Québec inspire aux libéraux de nouvelles façons d'augmenter les revenus de l'État. L'instauration massive des péages en est une.

ROBERT DUTRISAC

Québec — À l'occasion du conseil général de la fin de semaine, la commission politique et la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec proposent, dans le but d'assainir les finances publiques, d'imposer le péage sur toutes les grandes autoroutes du Québec et de hausser substantiellement les tarifs d'électricité.

Dans un document de travail rendu public hier et dont débattent les militants libéraux réunis à Drummondville, la commission politique et la Commission-Jeunesse du parti dévoilent une résolution-cadre qui vise le retour à l'équilibre budgétaire «de façon éclairée et définitive, sans fragiliser la relance ni repousser l'échéance», une nécessité rendue impérative par les réalités démographiques, peut-on lire. Un œil averti verra dans ce document un ballon d'essai lancé par le gouvernement en prévision du «dialogue» que veut amorcer le premier ministre Jean Charest avec la population.

Il est proposé «de mieux partager les responsabilités entre l'État et les citoyens» par l'imposition d'une «tarification encadrée» de plusieurs services publics dont le cégep, l'électricité, les routes et l'eau.

Dans un passage particulièrement étoffé, les auteurs proposent l'imposition d'un péage uniforme durant les heures de bureau «sur les segments interurbains du réseau autoroutier, sur toutes les autoroutes à deux chiffres» et pour l'accès aux grands centres, à l'exception de Montréal. Pour les grandes distances, entre Québec et Montréal



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les libéraux préconisent le retour des péages sur les autoroutes du Québec.

par exemple, ce tarif serait «relativement modeste», soit un dollar ou deux par 100 kilomètres. Le passage serait gratuit les fins de semaine et tard en soirée. Les routes qui relient les régions-ressources aux grands centres seraient gratuites en tout temps.

Pour la région de Montréal, le système serait plus complexe en raison de la congestion généralisée pendant les heures de pointe: le tarif varierait en fonction de l'heure de la journée.

Une partie des recettes des péages servirait à l'amélioration du réseau routier et des services de transport collectif, surtout à Montréal. Le document n'indique pas les revenus que l'État pourrait tirer de cette nouvelle forme de tarification.

En matière de tarifs d'électricité, la résolution propose «d'ajuster progressivement les tarifs d'électricité afin qu'ils reflètent les coûts marginaux de pro-

duction et qu'ils varient selon le moment de la journée et l'intensité de la demande». Pour permettre aux Québécois de mieux gérer leur consommation en fonction des heures de la journée, des compteurs électroniques seraient installés.

Le coût marginal de production d'électricité est celui des nouvelles centrales comme La Romano (8,5 ¢) ou encore l'énergie éolienne (de 8,5 à 10 ¢). À cela s'ajoutent les coûts de transport et de distribution d'environ 4 ¢, pour un tarif de 12,5 ¢. À l'heure actuelle, le prix de l'électricité pour une résidence au Québec est de 6,8 ¢. Et la Régie de l'énergie tient déjà compte du coût d'acquisition de l'électricité, toutes sources confondues, y compris l'électricité qui peut provenir des nouvelles centrales en activité.

Etrangement, les auteurs soutiennent qu'une telle hausse de tarifs, reflétant le coût des nouvelles centrales, ne représentera que «quelques dollars supplémentaires par mois à la facture d'électricité».

Par ailleurs, la loi-cadre sur la tarification instaurera de «modestes» droits de scolarité au cégep, préconisent les auteurs. En outre, un meilleur partage des risques est proposé en agriculture, l'État limitant à 50 % sa contribution au programme déficitaire de stabilisation du revenu agricole.

En matière de santé, la résolution-cadre prévoit la création d'une caisse santé qui servirait à financer les services de santé que nécessitera une population vieillissante. Les libéraux reprennent ainsi une recommandation du rapport de la commission Clair.

Enfin, quelques privatisations sont au menu des libéraux, la gestion des nouvelles prisons, notamment, «le parc carcéral», comme les auteurs l'écrivent, les pépinières et les services de géomatique.

Le Devoir

Les libéraux refusent la tenue d'une enquête publique sur le secteur de la construction

ALEXANDRE ROBILLARD

Québec — Les libéraux ont rejeté une motion de l'opposition adéquate réclamant la tenue d'une enquête publique sur les nombreuses allégations de malversations et de collusion dans le secteur de la construction.

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, a maintenu hier que le gouvernement préfère attendre la conclusion d'enquêtes policières avant d'aller plus loin. «Une fois que les enquêtes auront abouti, selon les résultats, à ce moment-là, nous ne ferons pas la porte à la possibilité d'une enquête publique, a-t-il dit en Chambre, avant le vote. Mais laissons les policiers travailler.»

Malgré l'appui du Parti québécois, la motion de l'Action démocratique du Québec a été rejetée par 56 votes contre 44, les députés libéraux s'y étant opposés.

Selon la proposition adéquate, la commission aurait eu le mandat de «faire la lumière sur les allégations de corruption, de malversations, de collu-

sion et d'infiltration du crime organisé dans le domaine de la construction au Québec.»

Lors de la période des questions, la chef intermédiaire de l'aile adéquate, Sylvie Roy, a soutenu qu'une commission permettrait, entre autres, de comprendre pourquoi, selon elle, un kilomètre d'asphalte coûte plus cher au Québec qu'ailleurs. «Le rôle des policiers est d'attraper des criminels et de les faire condamner, a-t-elle dit. Le rôle d'une commission d'enquête est d'établir quel système prévaut dans le domaine de la construction.»

La chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, a de son côté rejeté les arguments que le gouvernement a invoqués pour s'opposer à la tenue d'une commission d'enquête sur le secteur de la construction.

Selon la chef péquiste, d'autres commissions indépendantes, dont celle du juge John Gomery sur le scandale des commandites, ont été ordonnées alors que des enquêtes policières étaient en cours.

«Dans le cas de la commission Cliche, de la com-

mission Gomery sur les commandites des libéraux, il y avait enquête policière, et ces enquêtes ont continué, a-t-elle déclaré. Alors, les enquêtes peuvent continuer, mais on peut en même temps instituer cette commission d'enquête publique sur la construction au Québec.»

Répondant aux partis de l'opposition, M. Dupuis a souligné la volonté politique de son gouvernement de faire la lumière grâce aux enquêtes policières.

«On ne protège personne, a-t-il dit. Il faut que les enquêtes se fassent. S'il y a des gens qui peuvent être accusés, qu'ils soient accusés. S'il y a un système qui peut être prouvé, il faut qu'il soit prouvé, puis, s'il y a des gens qui doivent être punis, ils seront punis.»

Plus tôt cette semaine, la Sûreté du Québec a confirmé qu'elle mène plusieurs enquêtes sur des dossiers de fraudes, de corruption et de malversations dans le milieu de la construction.

La Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE
N-D-G - BAS DUPLEX - 6 1/2
Cachet d'origine, boiseries, bois franc, jardin exclusif, foyer, garage, 5 min. métro V. Maria, 429 000 \$, 514-484-7198, Agents s'abstenir.

134 FERMES, FERMETTES, TERRES
TERRE À VENDRE
Cul-de-sac. Pas de voisin. Vue 360°. 170 acres. Avec maison. Poss. de reconstruire. À 20 min. de Owl's Head, lac Memphrémagog, Mont Sutton et Jay Peak. 535 000 \$. 450 292-4357

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
MILE-END - Esplanade
Grand 5 1/2, r. de c. avec cour. Rénové. Beaucoup de rangement. 2 grandes c.c. + bureau + s. de lav. Pl. bois franc. Chauff. élec. Maison très tranquille. Nov. 1 290\$ 514 273-4950

164 CONDOMINIUMS À LOUER
Centre-Ville, joli 3 1/2, rénové, très ensoleillé, inclus électro, b. franc, disp., 1285\$ 514-994-9074

167 MEUBLÉS
2205 BOUL GOUIN E. BEAU 1 1/2
Ensoleillé, meublé, libre
Tout inclus, 514-381-4721

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
CDN - RUE DECELLES - 5/2 sur 2 étages. Ensoleillé. Tout neuf. Chauffé. eau ch. électros. Garage. 1280\$ Octobre 514 276-0639

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Magnifique Duplex, OTTAWA
2 ch., 5 électros, a.c., balcon, salle de sport, 2100\$ 613-552-9532

Marché Maisonneuve, Gr. 5 1/2
3 ch. fermées, vitraux, bois franc, balcon, terr., remise, chauffé 9605 514-814-7122 514-256-7466

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER
CHARLEVOIX Les Eboulements
Vue sur le fleuve. Magnifiques maisons tout équipées. Spécial 750\$/sem. 418-635-2441 www.maisonmailoux.qc.ca

MAGOG Très belle champêtre meublée, équipée, 3 clic + grenier 2 lits. 1800\$/ms. 514 249-9247

Maison face au Mont-Orford. À 5 min. du centre-ville de Magog et du ski. 2 c. à c. Adultes seulement. Non-Fumeurs et aucun animal. Mi-nov. à mi-avril. 819-868-6746

PRÈS D'AYERS CLIFF
Charmante petite maison, 2 ch., poêle à bois. Site splendide. 580\$/mois avec bail. 514 544-7296

190 GARAGES, PARKING
STATIONNEMENTS
Intérieurs et extérieurs disponibles
Proche station Bern. UQAM et Parc Lafontaine.
Prix défiant toute concurrence!
Contactez Roula 514 298-8004 ou 514 521-6661

307 LIVRES ET DISQUES
"Librairie Beauheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 4487 de la Roche/Mt-Royal

420 SECTEUR VENTE
Recherchons des agents commerciaux. Aucune expérience requise. Véhicule préféré mais pas indispensable. S.v.p. communiquer avec Jen 514-940-0546

460 EMPLOIS DEMANDÉS
ADMINISTRATRICE CHEVRONNÉE
Cherche emploi à temps plein / temps partiel.
* Professionnalisme
* Rigueur * Intégrité
514 341-1329 louelleette2558@live.fr

356 ENCAN ENCAN
ENCAN
SUCCESSION JACQUES FAUTEUX ET AUTRES
DIMANCHE, LE 27 SEPTEMBRE 11H - VISITE DES 9H00 AM 1345 LABADIE, LONGUEUIL
Vaisseliers - Mirrors
Sofa et chaises victoriennes
Bibliothèques - set de chambre
Beaucoup de figurines,
Pierres de savon INUIT
Tableaux - Vaisselle
Articles de maison
Beaucoup de PHOTOS et documents concernant l'artiste.

WWW.ENCANSDÉQUALITÉ.CA
10% frais d'encan + TPS + TPQ
Information : Robert Perron 514 898-3066
ENCAN TOUS LES 3^{èmes} SAMEDIS DU MOIS

599 MESSAGES MESSAGES
ENFIN À MONTRÉAL!
MARIE-FRANCE O'LEARY
CONFÉRENCE
«Le corps, centrale d'Énergie»
VENDREDI 2 OCTOBRE 2009 - 19 H 30
Centre Saint-Pierre, 1212 rue Panet
Métro Beaudry - coût : 120\$
514 277-1675
oleary.mariefrance@orange.fr

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ
LES ENFANTS DU MONDE
ONT BESOIN DE VOTRE AIDE
▲ comme coopérant
▲ comme bénévole
▲ comme donateur
(514) 387-2541, poste 240
Nous vous aiderons à les aider
www.monde.ca

410 BUREAUX BUREAUX BUREAUX
Libérez-vous des idées reçues
LE DEVOIR.com
AGENT DE RECOUVREMENT
Le Devoir est à la recherche d'un agent ou agente de crédit bilingue. Le candidat recherché doit faire preuve de diplomatie et de fermeté pour gérer efficacement les comptes. Nous cherchons une personne qui apprend vite et qui a un niveau d'expérience sénior.

RESPONSABILITÉS
■ Recouvrement commercial et consommateurs
■ Suivi des réclamations auprès des clients
■ Interprétation des rapports de crédit et fixation des limites de crédit
■ Autorisation des ouvertures de compte
■ Suivi autonome de votre portefeuille de clients
■ Répondre de manière efficace à toute demande d'informations de la part des clients
■ Accomplir toutes tâches connexes au service la comptabilité

EXIGENCES
■ DEC en comptabilité, certificat en comptabilité ou équivalent
■ Expérience de 5 ans ou +
■ Bilinguisme
■ Aisance dans un environnement informatisé (Excel, Word, Outlook etc...)
■ Fort sens du service à la clientèle
■ Très bien organisé
■ Personnalité investigatrice et curieuse
■ Autonome et polyvalent
■ Connaissance minimale des aspects légaux reliés aux faillites
■ Capacité de travailler en équipe

Faire parvenir votre curriculum vitae par courriel à l'attention de Claudette Béliveau, responsable des ressources humaines à l'adresse **cbeliveau@ledevoir.com** ou par télécopieur au **514 985-3330**. Nous communiquerons seulement avec les candidats retenus. Prière de ne pas téléphoner.

Les petits frères des Pauvres
La famille des personnes âgées seules
Pour donner
1.866.627.8653

523 TRADUCTION, RÉDACTION
VOTRE VIE EN HÉRITAGE!
L'histoire de votre vie ?
Je peux l'écrire!
Un cadeau pour vos proches...
514-795-1592

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS
Reportage vidéo pour votre site web, simple, rapide, économique. Solution clé en main. **lepointcentral.com** 514-495-9020

530 COURS
ANGLAIS - Cours groupe/privé. Prof. exp. diplômée, Mme Hilda www.ESLhilda.com - 514 483-0666

ART-THÉRAPIE par l'ÉCRITURE
Poésie, nouvelles, journal intime
Rencontres individuelles
514 344-3436 Cell: 514 773-8176

JOUEZ DE LA GUITARE AVEC UN PRO, 25 ans d'exp.
Tous styles. Peux vous aider à créer votre CD ou démo
514-728-4839

PROFESSEUR DE PIANO
Solfège, théorie, harmonie, contrepoint, etc.
Maîtrise UdeM 30 ans d'exp.
5 min. métro Mont-Royal
514 830-2433 Marie Pelletier

Une voix libre et vibrante
COURS DE CHANT
Amateurs et pros
514-276-8186
Marie-France Durocher

542 MASSOTHÉRAPIE
Excellents massages. Très bonne équipe. Studio Mona Du Parc: 514 271-9999. St-Laurent, Place-Vertu: 514 331-6275

SERVICE PERSONNEL MAINS MAGIQUES. Meilleur massage. 450 321-0084

ACTUALITÉS

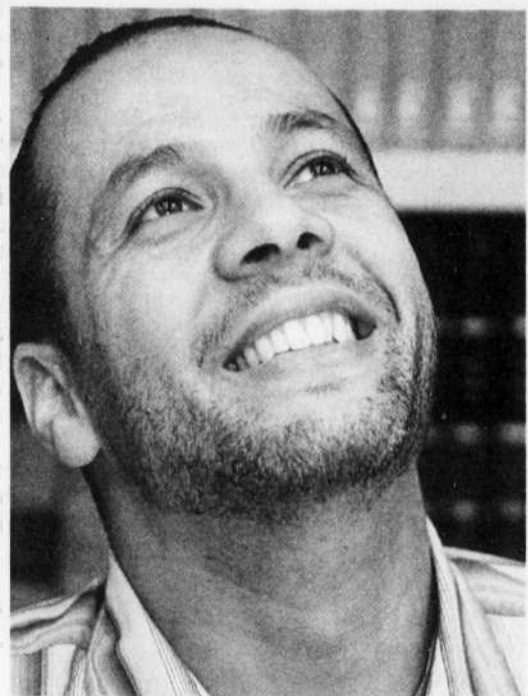


CE SOIR
24 HEURES
EN 60 MINUTES
ingrid
betancourt



Charkaoui retrouve sa pleine liberté

Il ne lui reste plus qu'à faire annuler le certificat de sécurité



Adil Charkaoui

SIDHARTHA BANERJEE

Une juge de la Cour fédérale a levé hier les dernières conditions de remise en liberté qui avaient été imposées à Adil Charkaoui, un Montréalais soupçonné d'activités terroristes.

La juge Danièle Tremblay-Lamer a en outre affirmé que le certificat de sécurité délivré contre M. Charkaoui allait bientôt être révoqué.

«C'est impossible qu'il ne tombe pas», a-t-elle affirmé à plusieurs reprises en parlant de cette mesure d'immigration exceptionnelle utilisée pour expulser les étrangers qui représentaient une menace pour le Canada.

M. Charkaoui et quatre autres personnes, en l'occurrence Mohamed Harkat, Mahmoud Jaballah, Mohamed Zeki Mahjoub et Hassan Almrei, risquent la déportation en raison d'un certificat de sécurité. Ils se

battent tous pour demeurer au Canada.

Parmi les dernières conditions levées jeudi par la juge Tremblay-Lamer figurait le port d'un bracelet électronique sur une cheville.

«J'attendais ce jour depuis 2003», a déclaré M. Charkaoui à sa sortie de la cour.

«Six ans de dépossession de liberté, deux ans de prison, quatre ans avec ce bracelet et de très sévères conditions de libération avant cela», a-t-il énuméré.

La juge Tremblay-Lamer a également décidé que les 50 000 \$ que M. Charkaoui avait versés pour sa caution seront remboursés.

Le mois dernier, la cause contre Adil Charkaoui avait été affaiblie après que les avocats du gouvernement fédéral eurent retiré certaines preuves contre ce père de trois enfants. Le gouvernement avait soutenu que la divulgation de ces élé-

ments de preuve nuirait à la sécurité nationale du pays.

Les preuves en question auraient été obtenues à l'aide d'écoute électronique et formaient l'essentiel de la preuve sur laquelle le gouvernement se basait pour affirmer que M. Charkaoui représentait une menace pour le pays.

Les avocats du gouvernement tentent d'obtenir la permission d'interjeter appel de la décision obligeant Ottawa à dévoiler des informations au sujet de la cause.

Hier, l'avocate d'Adil Charkaoui a salué la décision de la juge.

«La cour a confirmé que le certificat de sécurité sera annulé, alors cela veut dire qu'il [Adil Charkaoui] sera libéré de toute allégation, de toute accusation, a affirmé Johanne Doyon. Il sera comme vous et moi, libre.»

La Presse canadienne

Poursuite de 27 millions

Ottawa a refusé de négocier avec Abdelrazik

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Abousfian Abdelrazik estime qu'il n'avait pas le choix de poursuivre Ottawa pour obtenir un dédommagement. Le gouvernement conservateur a décliné toutes ses demandes pour négocier à l'amiable une entente.

Comme le révélait *Le Devoir* hier, celui qui a été de facto en exil au Soudan pendant six ans a engagé une poursuite de 24 millions de dollars contre le gouvernement fédéral et, à titre personnel, de 3 millions de dollars contre le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon. M. Abdelrazik estime que sa vie a été brisée par le refus illégal de M. Cannon de lui fournir un passeport qui lui aurait permis de rentrer chez lui, à Montréal, où l'attendaient ses enfants.

À la suite du retour au pays de leur client en juillet, les avocats de M. Abdelrazik ont sollicité une rencontre avec le ministre de la Sécurité publique, Peter Van Loan, et avec M. Cannon. Les deux ont refusé, le premier en précisant que ce n'était pas possible «en ce moment», le second en laissant entendre que ce ne le serait jamais. «Je dois décliner votre invitation», a écrit M. Cannon.

«Notre intention était d'amorcer la conversation sur une compensation, ainsi que de discuter des enjeux présents de M. Abdelrazik», explique l'une des avocates, Audrey Brousseau. Les avocats de M. Abdelrazik se sont résignés à s'adresser une fois de plus à la Cour fédérale. Ni M. Cannon ni le ministre des Affaires étrangères, au nom du gouvernement canadien, n'ont voulu commenter la poursuite hier, prétextant que «l'affaire est maintenant devant les tribunaux».

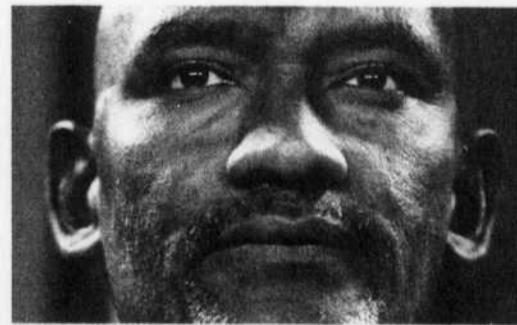
Notons par ailleurs qu'Ottawa n'a toujours pas versé les 47 500 \$ que la Cour fédérale l'a obligé à payer aux avocats de M. Abdelrazik. Le délai de 30 jours a expiré il y a deux semaines. Ottawa hésite à payer, craignant de contrevenir à ses obligations internationales qui lui interdisent de verser de l'argent à une personne figurant sur la liste 1267 de l'ONU portant sur les présumés terroristes.

Les partis d'opposition étaient furieux de l'attitude d'Ottawa, hier. Le NPD estime que M. Abdelrazik devrait recevoir «au moins» la même somme qu'avait touchée Maher Arar en 2007 (10,5 millions de dollars). On pense aussi qu'Ottawa devrait offrir une compensation plutôt que d'attendre d'être contraint par un juge. «Dans le cas de M. Arar, il y avait un intermédiaire, les États-Unis. Dans ce cas-ci, il n'y en a même pas eu. Le Canada est directement responsable», explique le député Paul Dewar.

Le chef libéral, Michael Ignatieff, a déclaré que «c'est un jour sombre pour le Canada quand un citoyen doit poursuivre en justice son propre gouvernement parce qu'il a été maltraité et que ses droits n'ont pas été respectés».

La députée bloquiste Francine Lalonde dit espérer qu'Ottawa saura enfin «tirer des leçons» de la situation «insensée» dans laquelle Abousfian Abdelrazik a été placé.

Le Devoir



Abousfian Abdelrazik

BLAIR GABLE REUTERS

Infrastructures

Le PLC accuse le gouvernement de favoritisme

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — Les libéraux ont accusé hier le gouvernement Harper de se servir du Fonds de stimulation de l'infrastructure (FIS) pour récompenser les circonscriptions conservatrices. Celles-ci reçoivent plus d'argent d'un programme qui ne respecterait pour l'instant que 12 % de ses engagements, affirme l'opposition.

Ainsi, le critique libéral en matière d'infrastructures, Gerard Kennedy, calcule qu'à la fin août, à peine 12 % des 4 milliards annoncés dans le secteur du bâtiment avaient été versés. Selon lui, 4800 emplois ont été créés, plutôt que les 40 000 prévus. «Nous avons perdu toute une saison de construction et des milliers d'emplois [parce que] le gouvernement [voulait] contrôler le choix des projets à financer selon ses propres intérêts», a lancé M. Kennedy.

Selon ce dernier, les conservateurs auraient généralement favorisé les circonscriptions bleues dans le choix des projets. La recension montre qu'au Québec, sur 193 projets, 124 se déroulent dans l'une ou l'autre des 49 circonscriptions du Bloc québécois. C'est après que l'équilibre se brise: les conservateurs se sont réservés 55 projets dans les 10 circonscriptions qu'ils détiennent, alors que les 14 circonscriptions libérales ont reçu des fonds pour 8 projets... 2 de plus que l'indépendant André Arthur, qui soutient le gouvernement Harper.

En Colombie-Britannique, les chiffres libéraux indiquent que les 22 circonscriptions conservatrices reçoivent 92 % des sommes allouées, alors que le PLC et le NPD se partagent 8 % dans les 13 circonscriptions détenues. En Ontario, les comtés bleus ont reçu en moyenne 15 % plus d'argent que ceux de l'opposition.

Le ministre des Infrastructures, John Baird, a eu tôt fait de contester les chiffres de l'opposition, disant qu'en date du 1er septembre, 75 % des projets financés par le FIS et prévus pour 2009 étaient en cours de réalisation au pays, et cela, dans «tous les coins du Canada».

Le Devoir

Michael Ignatieff offre Jeanne-Le Ber à Martin Cauchon

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Dans l'espoir de mettre un terme à la tempête ayant secoué l'aile québécoise de son parti cette semaine, le chef libéral Michael Ignatieff a téléphoné à l'ex-ministre Martin Cauchon hier. À défaut de lui redonner Outremont, il lui propose d'être son candidat dans la circonscription voisine de Jeanne-Le Ber.

«Le chef a demandé à M. Cauchon de songer à se présenter dans Jeanne-Le Ber, une circonscription recommandée par Denis Coderre, une qu'il croit M. Cauchon capable de gagner, a expliqué sa porte-parole, Jill Fairbrother. Il a expliqué à

M. Cauchon qu'il ne savait pas qu'il voulait se représenter dans Outremont lorsqu'il a décidé de nommer une autre candidate. Il a indiqué qu'il désirait avoir M. Cauchon dans son équipe.»

Martin Cauchon a représenté Outremont de 1993 à 2004. Il a été remplacé par Jean Lapierre. Le château fort libéral n'a alors plus conféré que de faibles majorités de moins de 3000 voix. Il a capitulé pour de bon après le départ de M. Lapierre en 2007, aux mains de Thomas Mulcair, qui est le seul député du NPD au Québec.

Martin Cauchon refuse toujours de dire ce qu'il pense de la proposition de son chef. Dans ses limites actuelles, la

circonscription de Jeanne-Le Ber n'existe que depuis 2003. Liza Frulla l'a remportée une seule fois, par moins de 100 voix. Depuis, la circonscription est passée aux mains du bloquiste Thierry St-Cyr.

Le PLC se déchire depuis que le lieutenant québécois, Denis Coderre, a choisi Nathalie Le Prohon, une nouvelle venue en politique, pour se présenter dans Outremont. Il dit qu'il ignorait l'intention de Martin Cauchon de revenir en politique. M. Cauchon, au contraire, dit qu'il avait fait connaître son vœu à un proche de Michael Ignatieff.

Le Devoir

Tribunal fédéral

Le droit au français est menacé, selon le Bloc

La saga du français à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié vient de franchir une autre étape, avec une décision qui semble lier le fait d'obtenir la preuve en français au fait qu'un préjudice est subi si la documentation lui est fournie en anglais seulement.

L'avocat dans ce dossier, M^r Stéphane Handfield, a rencontré la presse, hier à Montréal, aux côtés du président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Mario Beaulieu, et du député du Bloc québécois responsable de ces questions, Thierry St-Cyr.

M^r Handfield se bat depuis plusieurs mois pour obtenir que

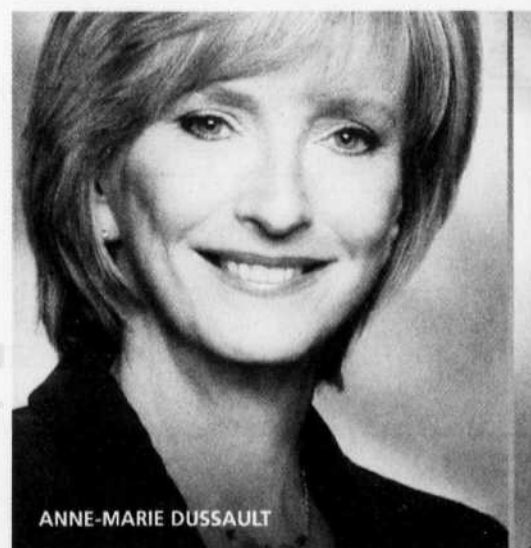
toute la preuve soit traduite en français, et pour que la cause aussi puisse procéder en français, à Montréal, pour son client hispanophone. Or, dans la plus récente décision rendue dans ce dossier, le commissaire semble lier le fait que tous les documents soient traduits en français au fait que le client subirait un préjudice s'il en était autrement.

«La Couronne est seulement tenue de présenter des documents dans une des deux langues officielles, même lorsque le procès se déroule dans une autre langue, à moins que l'accusé puisse démontrer qu'il subit un préjudice», écrit le commissaire.

Pour la SSJB et le député bloquiste St-Cyr, il s'agit là d'un «dangereux précédent» qui fait reculer le français.

«Les Anglais disent souvent: "Rights are rights are rights", s'est exclamé le député St-Cyr. Quand on a un droit, on l'a de façon inconditionnelle. Autrement, ce n'est pas un droit. Ce que le commissaire a dit dans cette décision-là, c'est que ce droit-là de procéder en français, le client ne l'a pas obtenu, mais ce n'est pas grave, parce que ça ne cause pas de préjudice. À mon avis, c'est un recul important pour les francophones.»

La Presse canadienne



ANNE-MARIE DUSSAULT

FRANÇOIS BUGINGO
REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Lors d'une entrevue avec Anne-Marie Dussault et François Bugingo, M^{me} Betancourt répondra aux questions du public, en direct du Palais des congrès.

CE SOIR
EXCEPTIONNELLEMENT
18H30

24 HEURES
EN 60 MINUTES
ingrid
betancourt



LE MARCHÉ BOURSIER

Main market data table with columns for Titrés, Volume, Haut, Bas, and various stock symbols (A, B, H, J, N, Q, R, S, T, Z).

TORONTO LES COTES NEW YORK section with Dow Jones and TSX indices and their daily changes.

LES DEVICES section listing exchange rates for various international currencies like the Euro, British Pound, and Japanese Yen.



La Bourse de Toronto section listing various market indices and their performance relative to the S&P 500.

Les plus actifs de Toronto section listing the most active stocks on the Toronto stock exchange.

Les plus actifs du Canadian Venture section listing the most active stocks on the Canadian Venture exchange.

Gourou.tv advertisement featuring a stylized figure and text promoting technical analysis services.

INDICES QUÉBEC section listing various regional market indices and their performance.

Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québec advertisement with contact information and a logo.

Continuation of the main market data table, including sections for DÉBUTANTES, UNITÉS PARTAGÉES, and AUTRES DÉBUTANTES.

ÉCONOMIE

L'économie québécoise relève la tête

ÉRIC DESROSNIERS

L'économie québécoise a relevé la tête en juin pour la première fois en huit mois. Ce premier signe de reprise laisse entrevoir la fin d'une récession qui aura été brutale, mais somme toute beaucoup moins marquée que les précédentes.

Le produit intérieur brut (PIB) du Québec a augmenté de 0,5 % en juin par rapport au mois précédent, a rapporté hier l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Il s'agissait de la première augmentation mensuelle depuis le maigre 0,1 % enregistré en octobre 2008. Les dernières baisses mensuelles avaient été de 0,1 % en avril et de 0,7 % en mai.

«Des mouvements de ressac restent toujours possibles lorsque l'on arrive ainsi à un tournant de l'économie. Mais même s'il devait y avoir de nouveaux mois de croissance négative, on peut affirmer, sans trop de risque de se tromper, que la récession touche à sa fin», a commenté hier en entretien téléphonique au Devoir Hélène Bégin, économiste senior au Mouvement Desjardins.

Au total, note l'ISQ, le PIB québécois aura quand même reculé de 0,7 % au deuxième trimestre de l'année, alors qu'il avait retraité de 1,3 % au premier trimestre et de 0,2 % au cours des trois derniers mois de 2008. L'activité économique québécoise durant la première moitié de l'année a diminué de 1,6 % par rapport à la même période en 2008. La baisse de régime a été plus prononcée dans l'ensemble canadien, avec un repli de 2,8 %.

Au deuxième trimestre, l'économie québécoise a dû une fière chandelle aux gouvernements pour l'augmentation des investissements publics (+ 5,4 %), alors qu'au même moment les entreprises privées réduisaient encore une fois leurs dépenses (- 2 %). L'investissement dans la construction résidentielle a notamment reculé de 1,7 %. Bien que relativement anémiques, les consommateurs ont continué de faire un effort en augmentant légèrement (0,2 %) leurs dépenses en biens et services. Malheureusement, le déficit du solde commercial s'est aussi creusé à cause d'une di-

minution plus importante des exportations (- 4,1 %) que des importations (- 2,5 %).

Une crise profonde, mais courte

Si les premières statistiques suggèrent que le mois de juillet a aussi été marqué par une croissance de l'économie, les experts du Mouvement Desjardins ne sont toujours pas prêts à prédire le début d'une véritable reprise avant le quatrième et dernier trimestre de l'année. «Les consommateurs ont beau avoir retrouvé une certaine confiance, il y a une limite à ce qu'ils peuvent dépenser tant que la situation de l'emploi ne se sera pas améliorée», note Hélène Bégin.

Il apparaît toutefois d'ores et déjà que le Québec s'en sera tiré relativement à bon compte. Il ne s'est, en effet, pas encore écoulé un an depuis le début de la crise en octobre, alors que celle de 1980-81 avait duré un an et demi et que celle de 1990-91 avait duré deux ans. Le PIB québécois n'a reculé au total que de 2,9 % d'octobre à mai, comparativement à des chutes de 5,3 % en 1990-91 et de 7,3 % durant la terrible crise de 80-81. L'emploi, de son côté, s'est

réduit de 1,6 % (- 61 500 emplois) entre octobre et mai, contre 5,1 % (- 160 000 emplois) en 1990-91 et 8,3 % (- 236 000 emplois) dix ans plus tôt.

«On peut dire que, cette fois-ci, la récession a été profonde mais courte», résume Hélène Bégin.

La reprise s'annonce quant à elle «modérée et graduelle», poursuit l'économiste. Cela tient entre autres au fait que des industries importantes comme celles de l'aéronautique, du bois ou des pâtes et papiers continueront de rencontrer des vents contraires, notamment à cause du temps qu'il faudra à l'économie américaine pour se remettre solidement sur ses pieds.

Mais cela tient aussi, ironiquement, au fait que l'économie québécoise est plus diversifiée et qu'elle a été moins touchée par la crise, dit Hélène Bégin. Comme le Québec a moins fait les frais de l'effondrement du prix des matières premières, du secteur de l'automobile ou du marché immobilier, il est normal qu'il profite moins aussi de leur rebond.

Le Devoir

G20: MANIFS EN OUVERTURE



JEFF SWENSEN AGENCE FRANCE-PRESSE

LA POLICE a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser quelque 2000 manifestants qui défilait à Pittsburgh à l'occasion du sommet du G20. Les chefs d'État et de gouvernement de l'organisation sont réunis hier soir et aujourd'hui pour évoquer la réforme du système financier et tirer les leçons de la crise. «Vous devez quitter les abords immédiats, quelles que soient vos intentions», ont lancé les forces de l'ordre à l'adresse des manifestants à l'aide de porte-voix, une heure après le début du défilé. Les policiers les ont en suite avertis qu'ils allaient recourir aux gaz lacrymogènes et à d'autres moyens «non létaux». Les heurts ont finalement éclaté à un kilomètre et demi du site où se déroule le sommet. Des bouteilles ont été lancées et les policiers ont riposté avec une dizaine de grenades lacrymogènes, ce qui a provoqué la dispersion des manifestants.

Ottawa dépoussière sa politique de retombées industrielles régionales

ALEC CASTONGUAY

Le gouvernement fédéral modifie sa politique de retombées industrielles et régionales (RIR), qui touche les contrats militaires. Des changements salués par l'Association des industries aérospatiales du Canada, dont les membres profitent des retombées découlant du renouvellement de l'équipement des Forces canadiennes.

«Ça va nous aider à créer des emplois à long terme, de qualité, et de meilleures chances d'exportation», explique au Devoir Claude Lajeunesse, président de l'Association des industries aérospatiales du Canada.

La politique de RIR du gouvernement est en place depuis 1986 et devait être dépoussiérée, a soutenu hier le ministre de l'Industrie du Canada, Tony Cle-

ment. Le cœur du programme ne change toutefois pas. Les entreprises étrangères qui obtiennent des contrats militaires d'envergure (achat d'avions, d'hélicoptères, de véhicules, etc.) doivent encore s'engager à réinvestir au Canada l'équivalent de la valeur du contrat signé, et ce, sur une période de 20 ans.

Mais Ottawa donnera une plus grande flexibilité aux entreprises pour s'assurer que le pays profite de retombées de haute qualité. Le gouvernement veut que les entreprises canadiennes soient plus souvent retenues pour fournir des pièces et des services dans les projets majeurs des grands équipementiers, comme Boeing ou Lockheed Martin.

L'objectif est d'inciter les multinationales à penser au Canada pour développer des relations

stratégiques à long terme, sachant qu'Ottawa leur permettra une plus grande flexibilité le jour où elles vont obtenir un contrat militaire.

Par exemple, si Boeing ou Airbus lancent une nouvelle famille d'avions et retiennent une entreprise du Québec pour produire les trains d'atterrissage, l'investissement fait au Canada à ce sous-traitant pourra être mis en banque — virtuellement, comme des crédits dans les livres du gouvernement — pendant une période de temps limitée. Si la multinationale étrangère obtient plus tard un contrat militaire du Canada, elle pourra calculer l'investissement déjà fait comme étant des RIR. Auparavant, les retombées étaient calculées uniquement après la signature du contrat.

Autre flexibilité: le géant inter-

national qui signe un contrat militaire devra signifier dans les deux premières années à quel endroit au Canada il compte réinvestir 60 % de la valeur du contrat. Le 40 % restant pourra être annoncé sur une plus longue période, ce qui n'est pas le cas actuellement. Cette flexibilité permettra aux entreprises canadiennes d'avoir un avantage compétitif lors de l'attribution de gros contrats mondiaux.

Le ministre Clement a souligné qu'il procède ainsi parce que les entreprises ne prennent pas toujours les décisions stratégiques de développement en même temps que la signature du contrat militaire avec le gouvernement. La nouvelle politique sera graduellement mise en place d'ici le printemps 2010.

Le Devoir

AFFAIRE NORBOURG

Revenu Québec promet des chèques sous peu

FRANÇOIS DESJARDINS

Trois ans après son engagement initial, Revenu Québec a annoncé hier que les victimes de Norbourg vont recevoir, d'ici un mois et demi, la somme de 6,7 millions découlant d'un paiement d'impôts que Vincent Lacroix a effectué avec l'argent de ses clients en 2005.

Le ministre du Revenu, Robert Dutil, a dit lors d'un point de presse que le ministère comptait à l'origine ne faire qu'un seul versement «global», c'est à dire une fois que toutes les sommes réclamées par Québec auront été recouvrées.

Revenu Québec a toutefois décidé de mettre en œuvre un premier versement dès maintenant pour répondre aux «difficultés financières» que vivent certaines victimes.

Une lettre

L'annonce est survenue 48 heures après que Vincent Lacroix eut envoyé une lettre au réseau TVA dans laquelle il déplore que les syndicats de faillite n'aient pas encore distribué l'argent qu'ils ont recouvré jusqu'à présent. «En attendant le recours collectif, cela pourrait alléger vos souffrances», a écrit M. Lacroix aux 9200 victimes du détournement de 115 millions.

Mercredi, le syndic de faillite de Norbourg, RSM Richter, a indiqué au Devoir qu'il a jusqu'à maintenant recouvert moins de 5 millions. Hier, Ernst & Young, son syndic de faillite personnelle, a dit avoir recouvert 10 millions. Au moment de la mise en faillite de M. La-

croix, en 2006, ses actifs personnels totaux étaient évalués à 37 millions.

L'attaché de presse du ministre, Mathieu St-Pierre, a nié que la lettre ait pu avoir un rôle à jouer dans l'annonce de Québec. «Pour faire une annonce comme celle-là, ça prend diverses autorisations, entre autres [celles] du ministère des Finances et du Conseil des ministres. La lettre n'a aucun lien avec notre geste.»

Une porte-parole de Revenu Québec, Valérie Savard, a assuré que le dossier était en traitement depuis longtemps et que les derniers feux verts viennent tout juste d'être obtenus.

Le ministre a aussi évoqué une décision clé rendue par un juge l'hiver dernier, lequel a homologué le processus de redistribution de l'argent qu'il restait dans les fonds Norbourg. La redistribution de ces 75 millions, effectuée fonds par fonds, a eu lieu en 2008.

La somme de 6,7 millions est une cotisation de 6 millions ainsi que les intérêts accumulés depuis 2005. En octobre 2006, lorsque Revenu Québec a officiellement renoncé à cet argent, M. Lacroix faisait aussi face à un avis de cotisation de 18,1 millions. Le ministère est encore considéré comme bénéficiaire des hypothèques légales qui visent les trois maisons au nom de son épouse. De son côté, Revenu Canada lui réclamait 12 millions.

Une fois que les syndicats de faillite auront terminé leur travail, il pourrait y avoir un deuxième versement, a dit l'attaché de presse du ministre.

Le Devoir

EN BREF

Bombardier licencie à Plattsburgh

Bombardier a annoncé son intention de mettre à pied près de 200 travailleurs de son usine de finition de matériel roulant de Plattsburgh, dans l'État de New York, d'ici 90 jours. Comme l'y oblige la législation américaine, la multinationale québécoise vient d'envoyer des

avis à cet effet aux employés concernés. L'usine de Plattsburgh vient de compléter un contrat de voitures ferroviaires pour la New Jersey Transit Authority et les autres commandes se font attendre. Les installations de Plattsburgh emploient environ 350 personnes. On y effectue la finition du matériel roulant destiné au Canada et aux États-Unis. — La Presse canadienne

Hydro-Québec paiera un bon prix pour la centrale d'AbitibiBowater

SYLVAIN LAROCQUE

Hydro-Québec s'est montrée relativement généreuse en offrant 615 millions pour acquérir la participation de 60 % que détenait la forestière AbitibiBowater dans la Compagnie hydroélectrique Manicouagan, indique un rapport du cabinet comptable Ernst & Young.

Selon le document, déposé au début de la semaine devant le tribunal qui supervise la restructuration judiciaire d'AbitibiBowater, la somme proposée par Hydro, équivalente à 9,28 fois le bénéfice avant intérêts, im-

pôts et amortissement (BAIIA) de la Compagnie hydroélectrique Manicouagan prévu pour 2011, soit 111 millions.

Or, les ratios équivalents pour un groupe de sociétés énergétiques canadiennes inscrites en bourse s'élevaient en moyenne à 7,94 fois le BAIIA à la fin août, tandis que la médiane établissait à 8,23 fois le BAIIA.

Pas de comparaison

Ernst & Young, contrôleur d'AbitibiBowater, a souligné dans son rapport qu'il n'existait aucune entreprise publique «directement comparable» à la

Compagnie hydroélectrique Manicouagan, qui ne gère qu'une seule installation, le barrage McCormick, d'une capacité de 350 mégawatts.

Le cabinet comptable a tout de même estimé que des entreprises comme TransAlta, Énergie renouvelable Brookfield, Epcor, Innergev Énergie et le Fonds de revenu Boralex Énergie étaient suffisamment similaires à la Compagnie Manicouagan pour qu'une comparaison puisse être faite.

Ernst & Young a en outre comparé la valeur de différentes transactions effectuées

au comptant au cours des cinq dernières années pour des actifs hydroélectriques. Il en est ressorti un prix médian et moyen par MW de puissance installée de 1,6 et 1,8 million respectivement, alors que le prix de 615 millions offert par Hydro-Québec revient à 3,1 millions du MW.

La somme proposée par la société d'État apparaît donc «raisonnable» aux yeux d'Ernst & Young, dont le rôle dans ce dossier est de protéger les intérêts des créanciers d'AbitibiBowater.

La Presse canadienne

LOTO QUÉBEC		Résultats des tirages du : 2009-09-23			
649	04 08 11 12 34 43	22 compl.	41 compl.		
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS		
6/6	0	3 441 246,00 \$	6/6	0	2 000 000,00 \$
5/6+c	4	61 450,80 \$	5/6+c	0	75 000,00 \$
5/6	142	1 429,90 \$	5/6	10	750,00 \$
4/6	7 779	49,40 \$	4/6	672	75,00 \$
3/6	135 499	10,00 \$	3/6	12 008	10,00 \$
2/6+c	91 968	5,00 \$	2/6+c	6 434	5,00 \$
Ventes totales :	12 956 742 \$		Ventes totales :	666 148,00 \$	
Prochain gros lot (approx.) :	8 000 000 \$				

Extra 4136963

VIVEZ VOS RÊVES AU MAX!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ÉDITORIAL

Déficit Quelles taxes augmenter?

L'adoption d'un projet de loi qui suspend l'application de la loi antidéficit de Lucien Bouchard était une étape incontournable compte tenu de la conjoncture. Cela dit, une réflexion reste à faire sur les moyens à prendre pour revenir à l'équilibre budgétaire. Hausse de la TVQ? Hausse des tarifs? Hausse des impôts? Compressions dans les programmes? Certains moyens sont plus douloureux d'autres, cela ne fait aucun doute.

La loi antidéficit aura fait long feu. Il aura suffi d'une seule récession pour faire sauter cette loi qui devait forcer les gouvernements à revenir à l'équilibre budgétaire dès l'année qui suivrait un ralentissement économique. La réalité nous rappelle qu'une récession sévère a des conséquences si graves qu'il faut beaucoup de temps avant de colmater les brèches.

A cause de la loi 40 adoptée la semaine dernière, Québec doit revenir à un déficit nul au plus tard dans quatre ans. Cette année seulement, le manque à gagner pourrait atteindre 5 milliards. Depuis quelques jours, plusieurs hypothèses circulent au sujet de la route à suivre pour effacer l'ardoise.

La première de ces hypothèses est la moins intéressante, soit celle d'une compression mur à mur dans les services. Que le gouvernement résiste à l'appel des sirènes et limite ses dépenses au mieux dans tous les ministères, ce sera déjà beaucoup.

L'autre hypothèse à rejeter d'emblée est celle d'une hausse des impôts des particuliers et des entreprises. Des impôts élevés découragent le travail, l'épargne et l'investissement.

Autre hypothèse, plus plausible celle-là puisqu'elle est ouvertement envisagée par Québec, est la hausse des tarifs dans les services publics. Oui, il faut hausser les tarifs qui ne correspondent pas au coût du service, à l'exception évidente de la santé, de l'éducation préuniversitaire et des missions essentielles réservées à l'État (justice, police, environnement, etc.). Du permis de pêche à l'acte de naissance

en passant par l'université, les routes et les CPE, plusieurs services devraient voir leurs tarifs être augmentés.

Le problème, c'est que les gouvernements n'ont pas le courage politique d'agir de façon équitable. Pourquoi maintenir des subventions aussi élevées aux collèges attend? Pourquoi geler le tarif de 7\$ dans les CPE? Qu'est-ce qu'on prévoit pour fixer une redevance sur l'eau embouteillée et hausser celles sur les ressources minières? Pourquoi ne pas imposer un péage sur les autoroutes au moment où on investit aussi massivement dans ces infrastructures?

Cela dit, ce ne serait pas une bonne idée d'introduire une formule d'indexation automatique des tarifs au coût de la vie, comme le veut la rumeur. Il faut éviter cette approche, qui avait conduit à une spirale de hausses infinies des prix et des salaires dans les années 1990. Chaque augmentation doit être justifiée à la pièce, et non imposée par quelque formule d'indexation automatique. Sans quoi gare aux négociations salariales, dont l'indexation redeviendrait l'enjeu prioritaire comme par le passé!

En fait, la meilleure façon, et la plus simple d'amasser les fonds nécessaires au maintien des services est la récupération des deux points de TPS abandonnés par Ottawa. De toute façon, si Québec ne le fait pas, un éventuel gouvernement Ignatieff le fera. À elle seule, cette mesure rapporterait 2 milliards par année, soit près de la moitié du manque à gagner actuel.

En matière de fiscalité, les moyens les plus simples sont non seulement souvent les plus efficaces, mais aussi les plus transparents et les plus faciles à «vendre».

j-rsansfacon@ledevoir.com

Procès Villepin Combat de coqs

Le procès Clearstream, qui oppose le président Nicolas Sarkozy à l'ex-premier ministre Dominique de Villepin, est d'abord et avant tout l'histoire de la haine féroce, profonde, impitoyable que le premier entretient avec méticulosité à l'endroit du second, et inversement. Depuis 1994, ces deux bêtes politiques se jaugent et se combattent avec une constance telle qu'il fallait bien en arriver là: l'organisation d'une corrida à la conclusion inévitablement sanglante dans l'antichambre d'un palais de justice où Marie-Antoinette elle-même fut jugée et condamnée à mort.

La haine... À lire et relire les phrases assassines qui ont rythmé leur incessant dialogue, on réalise, et non devine, qu'ils composent le Janus de la politique française. Ils sont les deux faces d'une obsession si compulsive qu'elle est sans équivalent dans l'histoire de la V^e République. Comparé à leur combat, ceux qu'ont menés de Gaulle et Pompidou, Giscard d'Estaing et Chirac, Mitterrand et Rocard sont à classer dans la catégorie des gamineries.

Entre eux, il y a évidemment une différence. Elle est toute contenue dans le ton, le style. Sarkozy est bravache, frondeur là où Villepin est lyrique, cassant. Sarkozy en 2006: «Je vais vous dire un truc, Dominique: De toute façon, même quand on se déteste, on s'amuse. On ne s'ennuie jamais. On prend du plaisir. Donc on peut continuer ensemble, on se mettra sur la gueule, de toute façon on s'amusera, c'est l'essentiel.» La gestion de l'État? Elle passe en second place, derrière la rigolade.

Villepin: «Le sarkozysme, c'est le mariage, sur la table de dissection, de la machine à coudre et du parapluie. Le sarkozysme est un surréalisme. [...] Sarkozy est un «Monsieur Sans-Gêne». Je lui ai toujours dit qu'il n'avait pas d'intériorité. Il ne sait pas se changer. Lui qui voulait être le début, il est le dernier des Mohicans, c'est l'inverse de l'histoire qu'il voulait écrire. La rupture aura lieu après lui.» Sur un mode plus frivole: «Avec Sarkozy, tout est là, sur la table, en libre-service.» Autrement dit, avec Sarkozy à l'Élysée, la vulgarité s'est installée à demeure.

Ces jours-ci, les duettistes ont amorcé ce qui pourrait bien être le point d'orgue de leur combat. En tant que président de la République, donc président de facto du Conseil supérieur de la magistrature et donc détenteur du pouvoir de nomination des procureurs et autres, Sarkozy bénéficie d'un avantage certain. C'est le moins que l'on puisse dire. Pour être clair, Villepin va être interrogé par des hommes qui doivent leur fonction ou leur reconduction dans leurs fonctions à Sarkozy.

En attendant la suite, le président a commis une sacrée bavure en taxant Villepin et les autres prévenus du procès Clearstream de «coupables». Avocat de formation et de profession, Sarkozy a balayé la présomption d'innocence. Pour l'excuser, certains parlent de lapsus. Ne serait-ce pas plutôt le fait du prince, qui peut accuser sans jamais avoir à témoigner parce qu'il jouit de l'immunité?



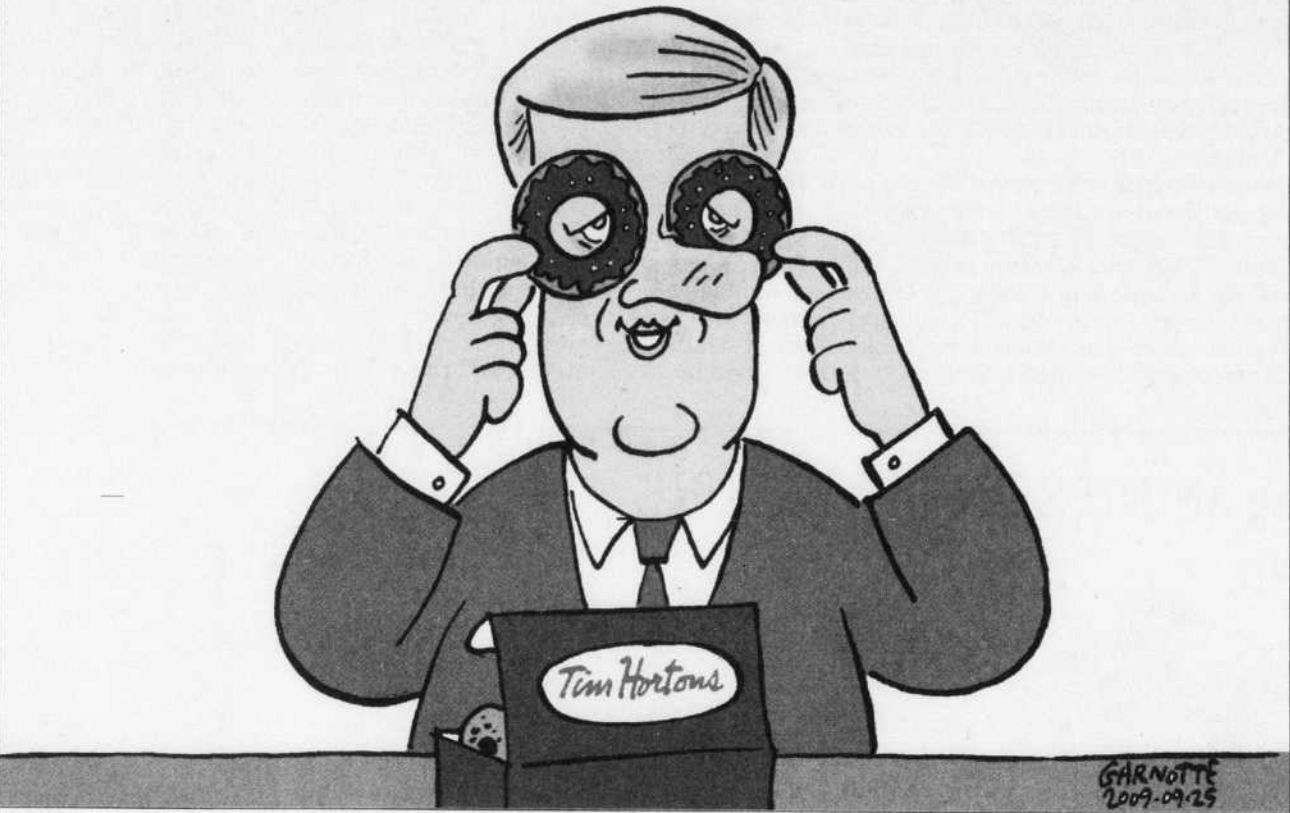
JEAN-ROBERT SANSFAÇON

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET DÉARMEMENT NUCLÉAIRE: LE POINT DE VUE CANADIEN



GARNOTTE 2009-09-25

LETTRES

Le mensonge de monsieur Charest

Alors que le premier ministre se vantait du fait que le Québec ne ferait pas de déficit en 2009-10 à la suite de la bonne planification de son gouvernement, il est à la fois étonnant et inquiétant de voir aujourd'hui le ministre des Finances du Québec, monsieur Raymond Bachand, refuser de faire des prédictions quant à l'ampleur du déficit qui affectera l'économie du Québec.

Alors que le Québec se retrouve avec un déficit cumulé de 3 milliards de dollars trois mois seulement après le début de l'année financière, comment le premier ministre Charest pouvait-il dire sans nous rire en pleine face que le Québec se trouvait en équilibre budgétaire en décembre dernier? Quelle était la situation économique réelle du Québec à ce moment-là?

À la vitesse à laquelle le déficit gonfle au Québec, il semble déjà acquis que le retour du Québec à l'équilibre budgétaire dans quelques années s'annonce très pénible pour le portefeuille des contribuables québécois. Et la dette globale du Québec atteindra un sommet record dans son histoire. Un héritage particulièrement lourd pour les prochaines générations qui devront se contenter, s'il est encore, du maigrelet Fonds des générations du gouvernement Charest, financé à même des emprunts de l'État!

Lison Lepage
Rimouski, le 24 septembre 2009

Quelle est votre religion?

Il s'appelle Nazem Kadri, musulman d'origine libanaise, il est né à London, en

Ontario, et fêtera ses 18 ans le 6 octobre prochain. Quelles sont les idées qui vous viennent en tête à cet instant? De qui s'agit-il exactement selon vous?

Malheureusement, mais vrai, depuis le 11 septembre 2001, dès qu'il est question d'un Arabe dans les médias, la société imagine le pire. Enfin, pour vous rassurer, Nazem Kadri est tout sauf un terroriste.

Nazem est en fait un jeune joueur de hockey, fraîchement recruté par les Maple Leafs de Toronto. Est-il véritablement important d'insister sur le fait que ce joueur de hockey soit musulman? Si oui, en quoi cela constitue-t-il une nouveauté? La réponse pourrait être que Nazem Kadri est un espoir pour les musulmans. C'est malheureux, mais c'est vrai, quand la société n'imagine pas le pire, elle voit le meilleur dans tout ce qu'il y a de plus normal. Nazem Kadri est un jeune joueur de hockey, tout comme ses équipiers Jason Blake, Matt Stajan, Christian Hanson et plusieurs autres joueurs de l'équipe de Toronto, dont les médias ont sûrement oublié d'évoquer la religion.

Meryem Lasfar
Montréal, le 23 septembre 2009

La santé et la crise

Le gouvernement du Québec annonce qu'un tiers du déficit déjà cumulé dans la première partie de l'année est attribuable au secteur de la santé. Est-ce que le gouvernement explique le lien entre un dépassement du budget en santé et la crise économique?

Il me semble que les pertes d'emplois devraient grever le budget de l'assurance-emploi, du bien-être social, de l'aide aux entreprises et que cela diminue forcément les

revenus de l'État. Mais, quel est le rapport avec la santé? Est-ce qu'on tente de faire passer des déficits cachés sur le dos de la crise? Est-ce que les fournisseurs en profitent pour gonfler les factures?

Thierry Larivière
Montréal, le 23 septembre 2009

Une suggestion pour le maire

Après le rapport dévastateur du vérificateur général sur les compteurs d'eau, les jeux semblent malheureusement faits pour Gérard Tremblay, à quelques semaines des élections. Et pourtant... C'est bien connu, les électeurs ont très peu de mémoire. Le maire aurait donc intérêt à s'extirper de la morosité défaitiste qui le guette et à reprendre l'initiative jovialiste, dans laquelle il excelle. Ce pourrait être à l'occasion du retour officiel du Grand Prix à Montréal, qui devrait être conclu très bientôt. Il pourrait alors organiser un grand happening populaire à la gloire du sport à Montréal et à la fierté retrouvée du Grand Prix. Molson et le Canadien centenaire pourraient aussi être de la partie. L'endroit idéal serait la toute nouvelle place du Quartier des spectacles, avec une exposition de bolides (comme sur la rue Crescent pendant le Grand Prix) et des artistes sur une scène qui donneraient un grand spectacle gratuit. On réserverait évidemment une place aux vedettes sportives, comme Jacques Villeneuve, Jonathan Roy, et un autre Jonathan (Painchaud) pourrait faire chanter la foule, pour encourager le maire: «Allez, pousse, pousse, pousse de la fonte, pour oublier la honte...»

Christian Feuillette
Montréal, le 24 septembre 2009

LIBRE OPINION

La démocratie en Afrique: oui, avec le temps!

SOLANGE UPAR
Journaliste indépendante, Montréal

La junte militaire qui se cramponne au pouvoir en République de Guinée, l'élection contestée d'Ali Ben Bongo au Gabon, l'élection présidentielle qui n'en finit plus d'être reportée en Côte d'Ivoire, autant de raisons qui font dire à certains que la démocratie ne convient peut-être pas aux Africains. Une question à un million de dollars qui impose réflexion.

Fonder un tel jugement sur l'expérience des pays occidentaux qui comptent des siècles de pratique démocratique est une prémisse qui fausse tout. La démocratie est aussi bonne pour l'Occidental que pour l'Africain. Mais elle ne s'injecte pas comme un médicament antipaludéen. Elle s'apprend, se vit et se peaufine au fil des décennies. Le Ghana n'est-il pas un exemple convaincant à ce jour? Malgré un taux d'illettrisme avoisinant 50 %, le pays de Kwame Nkrumah est un modèle incontestable du progrès de la démocratie dans le continent noir. L'alternance politique n'en est pas à ses balbutiements au Sénégal.

La jeunesse des nations africaines plaide en leur faveur. La plupart d'entre elles ont vu le jour dans les années 1960. Et à peine affranchies du joug colonial, elles ont été appelées à choisir entre le communisme et le capitalisme. Inexpérimentés, les présidents africains se sont retrouvés dans les

ligues majeures sans trop comprendre les règles du jeu. Manipulés à coups de millions de dollars, ils n'ont pas mis de temps à se détourner de l'intérêt du peuple pour servir religieusement celui des parrains étrangers. Ayant découvert les délices du pouvoir, ils en sont devenus accros à l'os, oubliant les promesses des discours des indépendances. Le démon de la dérive dictatoriale s'est finalement emparé d'eux, avec les tristes conséquences que nous connaissons aujourd'hui.

M. Pascal Bonifant, directeur de l'Institut français de relations internationales et stratégiques (IRIS), rappelle qu'il ne faut pas occulter la responsabilité de l'Occident dans le retard que connaît l'Afrique dans l'apprentissage de la démocratie. «Les démocraties occidentales, affirme-t-il, ont accepté des liens très développés avec des dictatures tout simplement parce qu'il s'agissait d'une aide dans la lutte contre l'Union soviétique.»

N'allez pas croire que je tiens les Blancs responsables du malheur de l'Afrique. Loïn de là! À chacun ses culottes. Toujours est-il qu'une fois la guerre froide dégelée, les parrains occidentaux ont poussés les régimes dictatoriaux à prendre sagement le sentier de la démocratie. «Ben là!», s'écrierait le Québécois... On parle ici d'un mode de vie qui ne tombe pas avec la pluie au gré de la météo.

«Nous avons appris que la démocratie commence autour de la table familiale, que le pouvoir doit être partagé au foyer, entre les

femmes et les hommes et, de là, jusqu'aux échelons les plus élevés de l'État et de la communauté internationale», a déclaré M. Kofi Annan à l'occasion de la quatrième Conférence internationale des démocraties nouvelles et rétablies en décembre 2000 au Bénin. Faut-il encore avoir une table autour de laquelle se rassembler.

Ce nouveau mode de vie importé de l'Occident requiert de nous, Africains, une remise en question de certaines valeurs héritées de nos aïeux. Sommes-nous prêts, par exemple, à réformer le fameux concept du respect des adultes (les sages) qui cantonne les rapports entre les générations à une relation de subordination du plus jeune au plus âgé? Sommes-nous prêts à laisser place au débat d'idées dans nos communautés et à accepter que l'autre puisse émettre librement une opinion différente sans que cela ouvre la porte aux règlements de comptes? Et le rôle conféré à la femme par les coutumes ancestrales? Sommes-nous prêts à le changer pour qu'il corresponde davantage aux valeurs démocratiques?

La démocratie a certainement sa place et un avenir certain en Afrique. Toutefois, nous avons plusieurs étapes à franchir avant de nous rendre aux urnes. D'où l'importance d'éviter le piège de la précipitation. Et pour aider la démocratie à éclore, à progresser et à s'enraciner, prescrivons-nous collectivement une thérapie comportementale afin de nous dépouiller de nombreux tares qui l'étouffent.

IDÉES

Les incompetents à cravate



LISE PAYETTE

Faut-il pleurer, faut-il en rire? Honnêtement, je ne sais plus. Ces dernières semaines ont été bouffonnes ou tragiques selon le point de vue que l'on a. Quand on est Montréalais (mais c'est la même chose dans tous les autres villes ou villages du Québec), on a le bonheur d'avoir trois ordres de gouvernement. Trois. Bien gras, bien dodus et bien présents dans notre vie de tous les jours. A eux trois, ils arrivent à être partout, à occuper tout l'espace médiatique, à remplir les bulletins de nouvelles et à nous faire rager en constatant notre incroyable impuissance.

Sommes-nous trop gouvernés? Bien sûr que oui. C'est l'évidence même. Et les politiciens continuent à se multiplier comme des «schmou», toujours plus gros, toujours plus exigeants et toujours aussi incompetents. Prenez les trois chefs qui dirigent les trois parades gouvernementales en ce moment. Ils me font penser aux trois petits singes qu'on trouve dans toutes les boutiques de souvenirs, dans toutes les villes du monde. Il y a celui qui ne veut rien voir, celui qui ne veut rien entendre et celui qui ne veut rien dire. Le jeu consiste à mettre la bonne tête sur le singe qui correspond le mieux au politicien aveugle, au sourd et au muet.

Combien coûte l'administration de Montréal? Je ne parle pas du coût du déneigement ou du contrat des compteurs d'eau, je parle de la somme d'argent qu'un honnête citoyen de Montréal doit payer pour se faire administrer. Dans ma famille, avec un grand-mère qui parlait dru, on l'appelait le cochon de payant, le brave citoyen en question, celui qui ramasse toujours la facture, qui est le travailleur en bas de l'échelle mais qui reçoit son compte de taxes municipales chaque année et qui rage parce que, quoi qu'il fasse, il devra forcément le payer. Il rêve toujours d'améliorer son sort chaque fois qu'il y a une élection. Il ne demande qu'à croire celui qui promet autre chose et règle générale, avec le temps, il finit toujours par être déçu.

Combien coûte l'administration du Québec à l'honnête citoyen qui est loin d'être convaincu qu'il faut autant de députés et autant de ministres pour faire marcher une province qui est en train de se creuser un déficit faramineux dont il n'arrive pas à voir la fin et qui sait déjà qu'il sera le cochon de payant qui devra remplir le trou à la sueur de son front? Combien coûte la fonction publique, grasse et dodue, qui fait de la ville de Québec une ville où la récession n'a aucun effet tellement l'emploi y est solide? Combien coûtent les fantaisies du grand chef qui baisse les impôts alors qu'il ne devrait pas le faire et qui hausse les services pour combler son manque à gagner à cause des impôts qu'il a baissés?

Combien coûte l'administration fédérale à un citoyen du Québec? A quelle hauteur participons-nous au développement des sables bitumineux en Alberta et au sauvetage de l'industrie de l'automobile en Ontario alors que l'industrie forestière se meurt ici? Combien coûte le Sénat? La gouverneure générale et tout son tralala? Le gouvernement et sa fonction publique?

Combien nous coûte l'incurie du ministère de l'Immigration qui s'est fait bernier par des Libanais qui ont réussi à s'acheter la citoyenneté canadienne, à utiliser nos services de santé et à se faire rapatrier gratuitement au Canada entant que citoyens canadiens (citoyens à temps partiel seulement comme l'a démontré l'émission *Enquête* à Radio-Canada) durant les troubles au Liban et qui ont en plus critiqué la qualité des bateaux mis à leur disposition gratuitement pour rentrer chez eux!!! Qui a payé pour les bateaux? Hé oui... le cochon de payant.

Je prépare en ce moment ma demande pour un 13^e passeport canadien puisque mon dernier est périmé. Je dois, encore une fois, remplir la maudite formule de demande, donner le nom de mon père et de ma mère, ma date de naissance et tout le reste. Qu'ont-ils fait de mes autres demandes? Après m'avoir accordé les 12 premiers, ne devrait-on pas m'offrir le 13^e gratuitement? Ça m'aiderait peut-être à oublier l'incompétence crasse qui est la marque de commerce du gouvernement du Canada.

Que dire de son premier ministre qui rate la photo de groupe à deux reprises à des rencontres internationales et qui va rendre visite au maire de New York alors que tous les autres chefs d'Etat sont réunis à l'ONU pour parler du réchauffement de la planète, un sujet qui ennuie M. Harper au plus haut point!

Le problème, au bout du compte, c'est qu'il semble bien qu'il n'y ait pas que le monde politique qui soit touché. On a à peine levé le voile sur la finance et la politique que les lumières viennent de s'allumer sur le monde de la construction et sur la direction de certains syndicats. Ce qui pourrait donner à penser que le Québec est pire que les autres... Je ne le crois pas. Je crois qu'au Québec, à la différence des autres, on fait le ménage de temps en temps.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au secours de l'arrondissement historique et naturel du mont Royal

JEAN-CLAUDE MARSAN

Architecte, urbaniste et professeur émérite à l'Université de Montréal

Les mesures se sont multipliées pour protéger et mettre en valeur le mont Royal: site du patrimoine du mont Royal (1987), plan de mise en valeur du mont Royal (1992), charte du mont Royal (2002), arrondissement historique et naturel du mont Royal (2005), etc. Pourtant, cette protection et cette mise en valeur n'ont rien été plus problématiques qu'aujourd'hui, notamment avec l'annonce des projets des Sulpiciens et de l'Université de Montréal. Comment expliquer cette situation?

Une première explication concerne le fait que la Ville de Montréal, tout comme plusieurs groupes de pression, ne se rend pas compte de la pluralité des valeurs patrimoniales de la montagne. Quels sont l'essence, l'ADN de l'arrondissement historique et naturel du mont Royal? Ce ne sont pas ceux d'Arthur's Seat à Edimbourg, en Écosse, cette montagne magique des Celtes, sensiblement de la même hauteur que le sommet le plus élevé du mont Royal, mais de superficie plus restreinte, éminence sans arbre ni construction. Ce ne sont pas ceux de Stanley Park à Vancouver, ce cap pourvu de plages et couvert d'une forêt primitive qui s'avance fièrement dans le détroit First Narrows. Ce ne sont pas davantage ceux de Central Park au cœur de Manhattan, chef-d'œuvre de l'architecte paysagiste Frederik Law Olmsted, combinant des compositions formelles à une nature pittoresque.

Si l'arrondissement historique et naturel du mont Royal possède quelques traits de chacun de ces parcs célèbres, son essence s'avère fort différente: c'est un paysage culturel complexe, unique au Canada pour l'amalgame de sa topographie, de son histoire et de ses valeurs patrimoniales multiples, tant matérielles qu'immatérielles.

Pas de vision

Les composantes de ce paysage culturel sont variées. Il y a le parc, conçu en 1876 par ce même Olmsted, le premier grand parc urbain au pays. Deux grands cimetières, Mont-Royal et Notre-Dame-des-Neiges, désignent sites d'importance historique nationale par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Et, en plus de lieux résidentiels intéressants pour la variété de styles architecturaux, 14 institutions publiques et parapubliques, dont les universités McGill et de Montréal.

Ce qui est préjudiciable à la protection de ce patrimoine complexe du mont Royal, c'est que la Ville n'a aucune vision et qu'elle tend l'oreille à tous

les promoteurs pendant que la majorité des groupes de pression ne semblent porter intérêt qu'aux espaces verts. Au point que le parc lui-même est loin d'être mis en valeur de la meilleure façon. Olmsted a conçu ce parc comme une oasis de nature pour le ressourcement des citoyens.

Aujourd'hui, s'il est bien entretenu, on y trouve néanmoins des incongruités qui infirment son caractère pittoresque: plusieurs sentiers asphaltés, des bancs et autres équipements au design peu approprié, surtout cette infrastructure à l'aspect terriblement massif du belvédère Kondiaronk devant le Chalet du Mont-Royal. Ce n'est pas de cette façon qu'agissent les responsables du Central Park Conservancy de New York. Ils essaient de s'imprégner le mieux possible de l'esprit de l'œuvre d'Olmsted de façon à en perpétuer l'intégrité, allant jusqu'à revenir à la couleur originelle des viaducs qui traversent le parc.

Le patrimoine des institutions

La situation n'est guère meilleure avec la protection et la mise en valeur des institutions qui, pour leurs contributions à l'évolution de la société québécoise, constituent un patrimoine immatériel et matériel collectif. Ainsi, au début des années 1990, le projet de construction de la nouvelle Ecole des hautes études commerciales (HEC) sur une lanière de terrain du collège Brébeuf a soulevé une vive controverse parce qu'il nécessitait la coupe d'arbres. Or les dirigeants de HEC n'avaient le choix qu'entre ce site ou la construction de leur école à l'extérieur du campus, notamment à Laval, où la Ville leur offrait un terrain gratuitement.

Ils ont opté pour la cohésion du campus actuel et heureusement, car leur école est devenue le pavillon le plus convivial de l'Université et a contribué à éliminer l'afreux stationnement de surface derrière la faculté de l'aménagement voisine, transformé depuis en un espace paysagé avec art, accessible au public. Aujourd'hui, il n'y a pas une seule personne sensée ayant connu ce lieu auparavant qui souhaiterait y revenir. D'autant plus que ces nouveaux aménagements ont permis à l'université de s'intégrer d'une façon intelligente dans la trame urbaine, offrant des possibilités de réduire à l'avenir les pressions de développement sur le flanc du mont Royal.

Privatisation

À l'inverse, lorsque les dirigeants de l'Oratoire Saint-Joseph, dont le sanctuaire et le site ont été désignés également d'importance historique nationale, ont proposé au début des années 2000 un projet de mise en valeur du lieu, des défenseurs du vert l'ont applaudi parce qu'il ne menaçait pas les arbres. Or la vérité est que ce projet caricatural, heureusement remanié depuis, aurait gravement compromis l'intégrité du patrimoine de l'Oratoire et de son site.

Aujourd'hui, le scénario se répète avec la priva-

tisation pour fins de recyclage en condos du pavillon 1420, boulevard du Mont-Royal de l'UdeM (ancienne maison mère des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie) et de celle de l'ancien Séminaire de philosophie des Sulpiciens (ex-collège Marianopolis). Or le projet de Marianopolis est dénoncé parce qu'il va réduire les espaces verts, et celui du «1420» est considéré comme acceptable parce qu'il ne présente pas cette menace.

Mais quelles seront les conséquences à long terme de la privatisation d'institutions publiques sur l'avenir de la montagne? Dans quelle galère s'embarquent les dirigeants de l'UdeM qui, pour prouver la nécessité de développer un second campus à la gare de triage d'Outremont, reprennent le même discours de l'Université des pavillons que le recteur Vincent Piette a récité *ad nauseam* dans les années 1920 pour justifier le déménagement de l'Université sur le flanc de la montagne? Or ce déménagement a plongé l'institution dans la pire crise de son histoire, en plus de tuer l'âme du Quartier latin.

Une gestion inopérante

L'autre explication à l'impasse actuelle concernant l'arrondissement historique et naturel du mont Royal réside dans son mode de gestion totalement inopérant. Celui-ci se compose d'une table de concertation qui regroupe d'un côté des défenseurs des espaces verts et de l'autre des représentants de cinq arrondissements municipaux défendant chacun leur pointe de tarte, et enfin les institutions avec leurs besoins, voire leurs illusions. Et dans tout ce beau monde, il n'y a personne de responsable: ce n'est dans les faits qu'une table de confrontation!

À l'exemple des commissions de la capitale du Canada et du Québec, ce qu'il faut pour gérer un arrondissement patrimonial d'une telle complexité, c'est un organisme permanent, indépendant et responsable, regroupant les meilleurs experts du Québec, capable d'établir comme éléments de référence en quoi consiste véritablement ce patrimoine aux multiples facettes de la montagne. C'est devant une telle commission que devront se présenter la Ville, les institutions et les promoteurs avec leurs doléances, leurs besoins et leurs projets. Non seulement cette commission devrait-elle avoir pour mandat de veiller à la protection et à la mise en valeur du mont Royal, mais elle pourra elle-même développer des projets comme l'a fait la Commission de la capitale nationale avec sa remarquable promenade Samuël-De Champlain.

L'avenir de l'arrondissement historique et naturel du mont Royal constitue un enjeu trop crucial pour l'identité et l'image de Montréal pour ne pas devenir une préoccupation impérieuse du gouvernement du Québec et un enjeu majeur pour les chefs de parti, les candidats et candidates lors des prochaines élections municipales.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'Information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Madeleine Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Pagnieu (pupitre); Information politique : Michel David (chroniqueur), Helene Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); Information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'Information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); Information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'Information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Percourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Deroome (Montréal), Olivier Spéclé (Québec), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Bolly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlene Côté, Richard Douangmalha, Anélie Malais, Claire Paquet, Elyssa Poirier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanis, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

FTQ

SUITE DE LA PAGE 1

Les chiffres, ostie, les livres vont être ben tenus. Y'aura pas un câble de mafioso pis de Hells qui va atteindre le Fonds de solidarité», ajoute M. Audette. Celui-ci laisse par ailleurs entendre que des «Italiens» voudraient «débarquer» Michel Arsenault de la FTQ. «Y débarquera pas, Michel Arsenault câble!», s'exclame-t-il.

Plus tôt cette semaine, M. Audette a tenté d'obtenir une injonction de la Cour supérieure pour empêcher la diffusion du reportage d'Enquête, une requête rejetée par le juge Paul Chaput au nom du droit du public à l'information.

Communiqué télévisuel

La diffusion du reportage a donné lieu à une véritable communion télévisuelle à la FTQ. Les membres du bureau de direction l'ont tous visionné ensemble hier soir. Le Fonds de solidarité de la FTQ (FSTQ) a démenti en bloc les allégations de Radio-Canada dans un communiqué de presse diffusé en soirée. «Le Fonds de solidarité FTQ n'octroie aucun passe-droit à quelque entrepreneur que ce soit et il n'est nullement infiltré par le crime organisé», affirme le communiqué.

Le FSTQ s'est dit étonné par le traitement «partial, tendancieux, voire calomnieux» de l'émission Enquête. Le Fonds dit détenir des preuves «d'un traitement volontairement incomplet. Des journalistes de la société d'État ont volontairement mis de côté des informations que le Fonds leur avait pourtant données en toute transparence», déplore le Fonds, qui a porté plainte à l'ombudsman de Radio-Canada.

Michel Arsenault fera la tournée des médias aujourd'hui pour répondre aux nombreuses allégations de copinage et de favoritisme qui entachent la réputation de la centrale syndicale. Président de la FTQ et président du conseil du FSTQ, M. Arsenault est en effet tombé dans la mire d'Enquête. C'est un ami personnel de l'entrepreneur Tony Accurso, mis en cause dans le scandale des compteurs d'eau à Montréal. Selon Enquête, M. Accurso a obtenu au fil des ans des contrats et des garanties de prêts de 400 millions de la FTQ et du FSTQ.

Par contre, le Fonds n'est plus actionnaire des entreprises de M. Accurso depuis presque deux ans. L'homme d'affaires a toujours respecté ses engagements en-

vers le Fonds. Les placements dans ses entreprises ont permis au Fonds de réaliser des rendements historiques de 13% par année.

Il n'en demeure pas moins que M. Arsenault a séjourné sur le fameux bateau de M. Accurso dans les Caraïbes. Il avait cependant assuré que Tony Accurso n'avait pas obtenu de traitement de faveur au Fonds. «Tony Accurso n'a pas de fast track au Fonds de solidarité. Ses dossiers sont traités pareil comme tous les autres dossiers», avait-il dit en mars dernier. Il a réitéré son propos dans son communiqué d'hier.

Or, trois ex-dirigeants du FSTQ ont affirmé le contraire, sous le couvert de l'anonymat, dans le reportage présenté hier. «On ne le sait pas toujours que c'est un dossier Accurso. C'est lorsqu'on commence à fouiller qu'on sapeçoit que, oups!, monsieur Accurso arrive dans le port», affirme l'un d'eux. L'homme prétend avoir perçu son poste parce qu'il a posé trop de questions à ce sujet.

Les trois sources imputent à Jean Lavallée, ex-président de la FTQ-Construction, une responsabilité dans la gestion prioritaire des dossiers de Tony Accurso. MM. Lavallée et Accurso sont également amis.

M. Lavallée a pris sa retraite de la FTQ-Construction, tandis que l'ex-directeur général du syndicat Jocelyn Dupuis a dû démissionner après que ses allocations de dépenses eurent été exposées sur la place publique (des factures de

repas de 125 000 \$ en six mois).

Jocelyn Dupuis aurait recouru aux services d'un influent membre des Hells Angels, Jacques Emond, afin d'influencer le vote lors des élections à la FTQ, en novembre dernier, dans une atmosphère à trancher au couteau. Jean Lavallée et Jocelyn Dupuis s'affrontaient par candidats interposés afin de maintenir leur emprise sur le syndicat. C'est finalement le poulain de M. Dupuis, Richard Goyette, qui l'a emporté.

Selon un délégué syndical interrogé par Enquête, Michel Arsenault a pris la parole à la suite de l'élection pour vanter les mérites de Jean Lavallée et de Jocelyn Dupuis. Une pilule difficile à avaler pour certains délégués.

«Le crime organisé est partout dans l'industrie de la construction», résume Benoit Dubé dans le reportage. Une prise de position qui lui a coûté son emploi au syndicat des ferblantiers et couvreurs. «Vous avez participé à une communication publique à grande diffusion visant clairement à discréditer la FTQ-Construction et ses dirigeants en les associant au crime organisé», précise sa lettre de congédiement pour manque de loyauté envers l'organisation de la FTQ-Construction.

Le Devoir



Michel Arsenault

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

SANTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

bonnes nouvelles, dit Mme Blanchet. Cela montre que nous sommes de plus en plus intéressés par une saine alimentation.»

Sur la base d'un questionnaire complété par 2629 adultes à qui l'on a demandé de se souvenir de leurs menus des 24 heures précédant l'entretien, le tableau dressé par les gardiens de la santé publique est, selon eux, encourageant. Mais cette radioscopie de notre alimentation s'accompagne aussi de quelques bémoins.

Ainsi, concernant les fruits et légumes, les Québécois pourraient se montrer un peu plus voraces, estime l'INSPQ. Actuellement, 5,7 portions sont en effet consommées chaque jour, alors que le Guide alimentaire canadien recommande des quantités quotidiennes comprises entre 5 et 10 portions. Pire, 42 % des femmes et 35 % des hommes «n'atteignent pas le nombre minimal de portions recommandé», peut-on lire dans le rapport.

Le même constat s'applique également aux produits laitiers, dont la consommation est jugée «insuffisante». Pour cause: deux adultes sur trois ne débalaient pas, chaque jour, les deux portions minimales de fromage, yogourt ou lait recommandées par les autorités sanitaires. Des autorités qui rêvent aussi à un avenir où poisson, légumineuses et produits céréaliers à grains entiers occuperaient plus de place dans les assiettes.

«Nous allons dans la bonne direction, mais en avançant lentement, reconnaît Michel Arsenault, président de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec. Dans les dernières années, la bonne alimentation a été valorisée. C'est bien. Mais nous pourrions encore aller plus loin dans cette valorisation pour modifier les comportements de manière plus profonde.»

La marge de manœuvre serait d'ailleurs là, estime l'Institut dans son rapport. L'organisme constate en effet que malgré les campagnes de promotion de saines habitudes de vie, les jeunes adultes ont encore, dans l'ensemble, de mauvaises pratiques en abusant par exemple des boissons aux fruits, gazeuses et alcoolisées, en sautant un des trois repas quotidiens — celui du matin — ou encore en s'exposant à une surconsommation de sel, de sucre et de gras par l'entremise d'une alimentation industrielle surtransformée dont ils semblent raffoler.

Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls: dans l'ensemble de la population, 9 Québécois sur 10 ont en effet un apport en sodium trop élevé. Cette substance, dont la surexposition prédispose aux maladies cardio-vasculaires, est largement utilisée dans l'industrie alimentaire tout comme dans la restauration rapide afin de rehausser le goût d'aliments qui n'en ont pas ou peu. C'est aussi un puissant conservateur.

Par ailleurs, 25 % de l'apport calorifique des consommateurs provient principalement des aliments représentant la catégorie dite «à calories vides»: croustilles, sauces et vinaigrettes préparées, confiseries et sucreries.

Pour Suzie Pellerin, de la Coalition québécoise sur la problématique du poids, ces chiffres confirment les effets pervers associés à «un plus grand recours à des aliments transformés» dans les familles du Québec, «une solution facile» pour pallier «le manque de temps», dit-elle. «Cela indique aussi que l'industrie alimentaire a désormais le devoir de s'attarder au contenu de leurs produits, généralement trop salés, trop sucrés et trop gras, plutôt que de faire croire à tort aux consommateurs qu'il s'agit de solutions santé faciles et pratiques.»

Tout en ciblant les mauvaises habitudes des jeunes adultes, l'INSPQ n'épargne pas non plus les personnes plus âgées, à commencer par les 51 ans et plus qui oublient régulièrement, selon l'organisme, de mettre le lait, sous toutes ses formes, sur la table. Et la sagesse nutritive ne s'acquiert pas forcément avec les années, puisque les 70 ans et plus démontrent des carences importantes en matière de fruits et légumes, de produits céréaliers, mais aussi de viandes et substituts, indique le rapport d'une centaine de pages.

L'ensemble des données décortiquées par l'Institut provient de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, effectuée en 2004. L'analyse produite par l'INSPQ vise à fournir des données concrètes «afin de soutenir les actions de promotion de saines habitudes alimentaires», peut-on lire. «Mais on espère aussi que ces données vont être utilisées par le secteur agroalimentaire et celui de la restauration pour améliorer leurs pratiques», conclut Mme Blanchet.

Le Devoir

ALLEMAGNE

SUITE DE LA PAGE 1

des voix, semble assurée de pouvoir former une coalition gouvernementale.

Un homme du parti

«Steinmeier est un homme du sérail qui n'a jamais affronté une élection», explique Gero Neugebauer, politologue à l'Université libre de Berlin. Il a fait toute sa carrière dans le Parti social-démocrate, mais sans jamais être élu. C'est un bureaucrate talentueux et plein de bonnes intentions, mais un bureaucrate quand même.»

Ces derniers jours, Steinmeier a bien tenté de cheviller un peu de position dans sa campagne en accusant sa rivale de cacher des hausses d'impôt ou de ne pas en avoir fait assez contre la crise. Il a desserré sa cravate et brandi le bock de bière dans les rassemblements populaires. Malgré une campagne meilleure que prévu, le ministre des Affaires étrangères peine à réaliser la quadrature du cercle et à convaincre les électeurs qu'il peut à la fois diriger une opposition efficace tout en étant membre du gouvernement.

«Il n'y a pas de position plus délicate que de participer au gouvernement sans occuper le poste de chancelier», dit Neugebauer. Vous perdez sur tous les fronts.»

La semaine dernière, Steinmeier a vu s'effacer son dernier espoir de devenir chancelier. Le leader des libéraux (FDP), Guido Westerwelle, a

fait un trait sur sa participation à une coalition tricolore (rouge, verte, jaune), un assemblage hétéroclite qui aurait réuni les sociaux-démocrates, les verts et les libéraux (alliés naturels de la CDU). Voilà donc Steinmeier ramené à la perspective de redevenir le second violon d'une «grande» coalition sous la coupe d'Angela Merkel ou de rentrer dans l'opposition. Une alternative difficile à envisager pour une génération de sociaux-démocrates au pouvoir depuis onze ans, dont sept avec le poste de chancelier.

La gauche de la gauche

Steinmeier est le fils spirituel de l'ancien chancelier Gerhard Schroeder, dont il fut le chef de cabinet. Celui-ci l'avait d'ailleurs surnommé son «éminence grise». Grise, précisait-il, «à cause de ses cheveux!» Ce grand technocrate a été associé aux réformes de Schroeder, en particulier au programme Hartz IV (du nom du patron de Volkswagen) qui a réduit les indemnités de chômage, l'aide sociale et les retraites. Cette politique a profondément divisé le parti et a provoqué le départ de l'ancien ministre Oskar Lafontaine, aujourd'hui associé aux anciens communistes de l'Est dans Die Linke.

Pas question évidemment pour le ministre des Affaires étrangères de faire alliance au niveau fédéral avec un parti au discours anticapitaliste qui propose l'élimination de l'OTAN et le retrait immédiat des 4200 hommes que Berlin a déployés en Afghanistan. En 2001, c'est le mouvement social-démocrate de Gerhard Schroeder qui, rompant avec la tradition du pacifisme allemand,

avait engagé l'Allemagne en Afghanistan. Récemment, l'ex-chancelier soutenait d'ailleurs que l'Allemagne devrait y rester encore dix ans.

Pourtant, depuis leurs succès électoraux dans la Sarre et en Thuringe, les gauchistes de Die Linke sont devenus plus fréquentables. Dans ces deux petits länders, le parti a obtenu plus de 20 % des voix, ce qui en fait un joueur presque incontournable pour une coalition de gauche. Une telle alliance serait une première à l'Ouest, alors qu'à l'Est, le SPD et Die Linke dirigent ensemble la ville de Berlin.

«En 1988, le SPD n'a jamais vraiment débattu des nouvelles orientations libérales qu'avait imposées Gerhard Schroeder», dit Neugebauer. À partir de ce jour, le fossé s'est creusé entre les dirigeants et la base qui n'a pas suivi. Depuis, le parti est en crise. Il perd des électeurs aux mains de Die Linke, des verts et même de la CDU et du FDP.»

Une défaite historique?

Malgré une remontée de dernière minute, le SPD est bien loin des 34,2 % que Gerhard Schroeder avait arrachés de haute lutte en 2005 contre Angela Merkel. Avec les 26 % que lui accordent actuellement les sondeurs, il serait même sous le seuil psychologique de 28,8 % établi en 1953, date de la défaite la plus cuisante de l'histoire du SPD. Certains n'ont pas attendu l'élection pour décréter que celui-ci n'était plus un grand parti de masse (Volkspartei). Manfred Gullner, fondateur de la société de sondages Forsa, a même affirmé que le SPD était devenu «une secte». Une conclusion peut-être un peu rapide.

En dix ans, le parti a perdu le tiers de ses

VACCIN

SUITE DE LA PAGE 1

ce vaccin en combine en fait deux. Le premier s'attaque directement au virus, tandis que le second vient renforcer son attaque en stimulant la réponse immunitaire.

Au total, la moitié des volontaires ont reçu le vaccin combiné, les autres, un placebo. Tous ont ignoré la nature des injections jusqu'à la fin de l'étude, qui aura duré trois ans. Pendant cette période, ces gens ont reçu des préservatifs et des traitements pour les infections sexuellement transmissibles. Ils ont enfin subi un test de dépistage du VIH tous les six mois. Au final, 51 personnes ont contracté le virus parmi le groupe vacciné, contre 74 pour le groupe qui a reçu le placebo.

Bien que «modeste», ce résultat «est la première preuve que nous mettons au point un vaccin préventif sûr et efficace», souligne le colonel Jerome Kim qui a dirigé cette étude cofinancée par l'Institut américain pour les maladies allergiques et infectieuses (NIAID). Le directeur de cet institut de recherche, le Dr Anthony Fauci, a toutefois averti que ce vaccin ne constituait «pas le bout du chemin», même s'il s'est dit surpris et heureux des résultats.

A 31 %, l'effet protecteur est en effet très limité, confirme le Dr Réjean Thomas, qui préside la clinique l'Actuel, à Montréal. «Normalement, l'effet protecteur d'un vaccin est de 80, 90 % et plus. N'empêche que c'est la première fois qu'on note un effet positif avec un vaccin. Et quand on sait qu'en recherche, un pas mène à un autre, c'est très intéressant.» C'est vraiment une «très bonne nouvelle», renchérit le Dr Mark Wainberg, qui dirige le Centre sur le sida de McGill à l'Hôpital général juif. «Par contre, c'est un succès partiel, d'autant qu'il ne concerne qu'une seule souche, soit le sous-type B qui circule généralement en Amérique du Nord.»

Autre bémol — et il est de taille —, il semble que le vaccin n'ait eu aucun effet protecteur pour ceux qui ont finalement contracté le virus. Des modèles animaux avaient pourtant suggéré que le vaccin pourrait réduire la charge virale et aider les séroconvertants à ne pas développer la maladie. Or, «cet effet protecteur n'est pas apparu chez ceux qui ont attrapé le virus», note le Dr Wainberg.

On est donc encore très loin d'un vaccin qui protégerait efficacement contre toutes les formes de VIH. N'empêche que l'espoir d'y arriver a été ravivé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Onusida ont fait part hier de leur «optimisme». Mais «beaucoup de travail reste à faire», ont-elles averti, soulignant qu'il restait à déterminer la durée de la protection induite par le vaccin. Ces derniers jugent qu'il faudra aussi vérifier si le vaccin est efficace sur d'autres sous-types du VIH.

A New York, l'organisation internationale AIDS Vaccine Initiative (IAVI) a salué un «résultat scientifique significatif». «C'est la première fois qu'un projet de vaccin est efficace sur des humains. Jusqu'à maintenant, nous n'avions de preuve d'une faisabilité que sur des animaux», a indiqué son président, Seth Berkley.

Ce premier pas risque fort de redonner un peu d'énergie à la recherche d'un vaccin, qui avait presque été abandonnée après la déconfiture de 2007. À l'époque, les essais conduits par le géant américain Merck Frosst avaient été brutalement interrompus en raison de résultats alarmants. Ceci explique-t-il cela? Toujours est-il que les fonds consacrés à la recherche d'un vaccin avaient diminué de 10 % en 2008 par rapport à 2007.

Le vaccin demeure pourtant un incontournable, croit le Dr Thomas. «Pour les pays pauvres, le vaccin préventif reste à peu près la seule voie. Oui, il y a peut-être maintenant 25 % des malades qui ont accès à la trithérapie dans ces pays, mais de première ligne seulement et pas de deuxième ou troisième lignes. Et on voit aussi de plus en plus de résistances [aux médicaments], là-bas comme ici.»

Dans le monde, on estime qu'environ 40 millions de personnes vivent avec le VIH.

Le Devoir
Avec l'Associated Press et l'Agence
France-Press

«Dans les années 1970, le SPD était le parti des grandes villes», explique Peter Matuschek, qui travaille avec Gullner. Ce n'est plus vraiment le cas aujourd'hui. Les verts le devaient largement dans des villes comme Berlin et Francfort. Pour contrer cet effritement, le parti a récemment gauchi son programme. Il propose notamment l'instauration d'un salaire minimum et le plein emploi à l'horizon de 2020. «Se pose alors la question de savoir si le SPD est un parti de gouvernement ou de revendication», dit Matuschek. Il faudra choisir.»

L'an dernier, Franz-Walter Steinmeier et l'ancien vice-chancelier Franz Müntefering ont évincé le président du parti, Kurt Beck, qui était partisan d'alliances ponctuelles avec Die Linke dans les länders de l'Ouest. «Tôt ou tard, la question de l'alliance avec Die Linke sera pourtant posée, dit Neugebauer. Ce ne sera pas demain, mais après-demain. Die Linke devra aussi évoluer. Ses militants de l'Est sont plus pragmatiques, mais ceux de l'Ouest sont clairement contre le capitalisme.» Pour l'instant, la formation d'extrême gauche a d'autres problèmes à résoudre, car la crise semble inciter les électeurs à se détourner des solutions radicales. Après avoir frôlé les 15 %, la formation n'est plus créditée que d'un maigre 10 % dimanche prochain.

«Steinmeier fera tout pour être dans le gouvernement», dit Neugebauer. Mais si le SPD échoue lamentablement, à gauche, les cartes seront brassées dès le lendemain de l'élection. Et tout sera sur la table.»

Correspondant du Devoir à Paris

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390